



PROJET DE
DÉFENSE
DES DROITS
DES
OUÏGHOURS

« Intentionnel et interminable »

Rapport sur la campagne transnationale de harcèlement et d'intimidation menée par la Chine à l'encontre des Canadiens d'origine ouïghoure



Février 2022

PROJET DE DÉFENSE DES DROITS DES OUÏGHOURS



À propos du Projet de défense des droits des Ouïghours

Le Projet de défense des droits des Ouïghours est une organisation non gouvernementale basée à Ottawa, au Canada. Son travail est soutenu par la fondation National Endowment for Democracy (NED) située à Washington (États-Unis). Le Projet de défense des droits des Ouïghours s'efforce de documenter les politiques du Parti communiste chinois (PCC) visant les Ouïghours, tant en République populaire de Chine (RPC) qu'ailleurs dans le monde, tout en renforçant la défense des droits de la personne ainsi qu'en développant et en échangeant des ressources avec les organisations et les militants ouïghours du monde entier.

Photo de la page de couverture : Rassemblement de soutien de la communauté ouïghoure le 22 février 2021, jour où le Parlement canadien a reconnu le génocide ouïghour/Projet de défense des droits des Ouïghours.

Projet de défense des droits des Ouïghours

ئۇيغۇرلارنىڭ ھوقۇقىنى ھىمايە قىلىش قۇرۇلۇشى

116, rue Albert, bureau 329
Ottawa (Ontario), Canada
K1P 5G3



www.urap.ca



secure@urap.ca



Table des matières

À propos du Projet de défense des droits des Ouïghours	1
Sommaire	4
Introduction	7
Méthodologie	11
Le génocide en cours des Ouïghours par la Chine.....	12
Reconnaissance canadienne et internationale du génocide.....	17
Les relations entre le Canada et la Chine et la réponse au génocide ouïghour	20
L'ingérence de la Chine dans les affaires intérieures du Canada	25
La campagne mondiale de harcèlement et de répression contre la diaspora ouïghoure	28
La campagne de harcèlement des Ouïghours menée par le gouvernement chinois au Canada..	30
1. Intimidation.....	30
2. Collecte de renseignements et de données, et recrutement d'informateurs	33
3. Cyberattaques et trollage en ligne	37
4. Restrictions à la circulation et aux déplacements	41
5. Communication interrompue avec la famille, membres de la famille menacés.....	43
Recommandations stratégiques	46
Conclusion.....	48



23 novembre 2021 – L'événement de trois jours «Sensibilisation, reconnaissance et action» sur la Colline du Parlement
– Assemblée ouïghoure/Projet de défense des droits des Ouïghours



Sommaire

Après avoir parlé avec des Oüïghours des quatre coins du Canada pour ce rapport sur le harcèlement et la répression de la diaspora, les représentants du Projet de défense des droits des Oüïghours ont constaté que pas un seul de ces membres de la communauté n'a échappé au long bras de la campagne de répression transnationale de l'État chinois, à l'intimidation, au harcèlement et même aux menaces directes. À maintes reprises, les Oüïghours ont décrit en détail comment, bien qu'ils résident à l'autre bout du monde, loin de la Chine et de leur patrie, le Turkestan oriental, où un génocide est perpétré contre leur peuple, le vaste appareil militaire et de sécurité du Parti communiste chinois (PCC) au pouvoir a réussi à s'immiscer dans leur vie et dans celle de leur famille pour leur rappeler qu'ils ne sont jamais totalement libres de son emprise répressive. Ainsi, les résultats du Projet de défense des droits des Oüïghours confirment que ce que de nombreux autres rapports ont observé concernant le harcèlement par l'État chinois des diasporas oüïghoures aux États-Unis et dans d'autres démocraties libérales se produit également au Canada.

Pas un seul de ces membres de la communauté n'a échappé au long bras de la campagne transnationale de répression, d'intimidation, de harcèlement et même de menaces directes de l'État chinois.

Plus précisément, le Projet de défense des droits des Oüïghours a constaté que :

1. **Les Canadiens d'origine oüïghoure qui ont de la famille au Turkestan oriental occupé par la Chine vivent dans un état de détresse psychologique¹ et s'inquiètent jour après jour de la disparition de leurs proches qui ont été envoyés dans le système tentaculaire de camps de concentration de l'État chinois, où depuis 2017 plus d'un million d'Oüïghours ont été, ou sont toujours, emprisonnés. Privés de nouvelles de leurs proches et de la possibilité de communiquer librement avec eux, de nombreux membres de la diaspora ont décrit leur désespoir toujours sans réponse d'une quelconque mise à jour concernant leurs êtres chers.**

Privés de nouvelles de leurs proches et de la possibilité de communiquer librement avec eux, de nombreux membres de la diaspora ont décrit leur désespoir toujours sans réponse d'une quelconque mise à jour concernant leurs êtres chers.

2. Face à la férocité de l'attaque globale et sur plusieurs fronts du gouvernement chinois contre les Oüïghours, de nombreux Oüïghours avec lesquels le Projet de défense des droits des Oüïghours s'est entretenu ont décrit leur transformation à titre de militants « accidentels », ne voyant pas d'autre choix que de prendre courageusement la parole en réponse aux efforts constants du PCC pour réprimer la société oüïghoure et détruire ses familles.

3. En réponse à cet activisme, le PCC a redoublé ses efforts de harcèlement ciblé contre les Oüïghours à l'étranger, y compris ceux résidant au Canada. L'objectif de l'État chinois consiste à réduire au silence et à terroriser les Oüïghours au mépris flagrant de leurs droits à la liberté d'expression, de manifestation et de rassemblement en tant que communauté, tels qu'ils leur sont garantis par la *Charte canadienne des droits et libertés*.

4. **La Chine n'a pas seulement pris pour cible les Oüïghours qui témoignaient de ce dont ils avaient**

¹ <https://foref-europe.org/blog/2020/09/07/who-are-the-uyghurs-canadian-scholar-gives-profound-insights/>



été témoins en Chine ou ceux qui demandaient de l'aide concernant des membres de leur famille disparus; même ceux qui s'efforçaient de mettre sur pied une mosquée et un centre communautaire pour leur communauté ouïghoure étaient considérés comme intrinsèquement menaçants et dignes d'être harcelés.

5. La répression du PCC contre les Ouïghours au Canada se présente sous de nombreuses formes. Nos entretiens ont permis de constater qu'il s'agit notamment :

- d'intimidation sous la forme d'appels téléphoniques automatisés harcelants, de menaces visant à restreindre leur droit à la liberté d'expression et de demandes agressives de retour des Ouïghours en Chine, où ils risquent d'être emprisonnés;
- d'opérations de collecte de renseignements qui visent à recueillir des renseignements personnels sur les Ouïghours, notamment leur emplacement actuel, leur lieu de travail et l'identité de leurs amis et des membres de leur famille; ainsi que des incitations et des menaces pour les amener à trahir la confiance de leur communauté en devenant des informateurs pour l'appareil de sécurité chinois, en rendant compte des activités de la diaspora ouïghoure au Canada;
- de cyberattaques visant les sites Web d'organisations, ainsi que les comptes de téléphones intelligents et de courriels des Ouïghours et de ceux qui cherchent à les aider dans leur lutte contre le PCC; des campagnes de trolage sur les médias sociaux; ainsi que des personnes interrogées recevant un flux constant de demandes d'amitié suspectes sur Facebook de la part d'individus inconnus (une opération sur Facebook menée par des pirates chinois pour inciter les Ouïghours du Canada à installer des logiciels malveillants sur leurs téléphones a été exposée en 2021²);
- du refus de visas et de renouvellements de passeports, dans le but de priver les Ouïghours de la possibilité de rester au Canada ou, pour d'autres, de rendre visite à leur famille au Turkestan oriental; de l'utilisation de l'accès aux membres de la famille comme moyen de contraindre les Ouïghours à exécuter les ordres du PCC;
- de communications avec les membres de la famille en Chine soudainement interrompues ou considérablement réduites, laissant les Ouïghours au Canada sans nouvelles de leurs proches; des appels directs de fonctionnaires chinois qui menacent leurs familles de sanctions toujours plus sévères s'ils ne cessent pas leur activisme anti-PCC.

Les politiques génocidaires de la RPC en Chine ainsi que ses activités répressives au Canada sont inacceptables et exigent une réponse immédiate et efficace. À ce titre, le Projet de défense des droits des Ouïghours demande instamment au gouvernement du Canada d'agir rapidement pour mettre en œuvre ses recommandations stratégiques, notamment :

- **Reconnaître le génocide ouïghour**, de manière à respecter la volonté des Canadiens, notamment la voix unanime de leur Parlement et de leurs représentants.
- **Agir sans plus attendre pour condamner publiquement l'utilisation par la RPC de camps de concentration**, où des millions d'Ouïghours, de Kazakhs et d'autres turcophones innocents sont emprisonnés en Chine sur la base d'accusations arbitraires, notamment en soulevant la question dans des enceintes internationales telles que les Nations Unies, la Cour pénale internationale et la Cour internationale de justice.

² <https://www.cbc.ca/news/politics/china-uyghur-canada-espionage-1.5962221>



- **Mettre en place des mécanismes pour suivre et traiter les cas liés à la campagne d'intimidation directe, de harcèlement et de menaces répressives du PCC** visant les Oüïghours et d'autres militants anti-PCC résidant au Canada, notamment les Tibétains, les Hongkongais, les défenseurs de la démocratie chinoise et les pratiquants de Falun Gong.
- **Accorder la priorité au cas de Huseyin Celil**, un Canadien d'origine ouïghoure arraché à sa femme et à ses enfants par le gouvernement chinois et injustement détenu depuis 16 ans.
- **Créer un volet exceptionnel d'immigration pour les Oüïghours** et autres réfugiés turcophones, tout en facilitant leur réinstallation au Canada.
- **Renforcer ses mécanismes de contrôle et réviser ses lignes directrices consultatives inefficaces sur les importations entrant au Canada en provenance de la région ouïghoure de Chine**, étant donné qu'elles sont très probablement entachées par l'utilisation du travail forcé des Oüïghours.



23 novembre 2021 – Le Groupe d'amitié parlementaire Canada-Oüïghours lors de l'événement de trois jours « Sensibilisation, reconnaissance et action » sur la Colline du Parlement/Projet de défense des droits des Oüïghours



Introduction

Bien que la communauté internationale se soit de plus en plus intéressée, ces dernières années, aux efforts déployés par le gouvernement chinois pour réprimer, emprisonner, endoctriner et finalement réduire sa population ouïghoure, cette guerre contre les Ouïghours et leur culture n'est que la dernière itération de l'effort historique du Parti communiste chinois (PCC) pour contenir et contrôler le groupe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Alors qu'un nombre croissant de gouvernements en viennent à reconnaître que les actions intérieures du gouvernement chinois constituent un génocide, le PCC au pouvoir et son chef, le président Xi Jinping, continuent de s'employer, par l'entremise de l'appareil militaire et de sécurité intérieure de la RPC, à terroriser et à tourmenter les Ouïghours qui dénoncent les horreurs commises dans leur pays, quel que soit le pays où ils résident. Le Canada ne fait pas exception. Ainsi, le projet de répression des Ouïghours du PCC, qui ne cesse de s'étendre, peut être décrit avec précision comme étant de portée mondiale.

Les Ouïghours représentent un peuple turcophone au riche patrimoine culturel et linguistique remontant à des milliers d'années. Ils sont majoritairement musulmans, soit des adeptes de la souche Hanafi de l'islam sunnite. Après avoir fondé des royaumes au 9^e siècle de notre ère, puis avoir servi de fonctionnaires à l'empire mongol de Genghis Khan à partir du 13^e siècle, ils sont historiquement, anthropologiquement, racialement et géographiquement distincts de la majorité han de la Chine – un fait qui, surtout au cours de la dernière décennie, est devenu une préoccupation majeure du gouvernement central de la République populaire de Chine.

La majorité des quelque 12 millions³ d'Ouïghours qui vivent actuellement en Chine résident dans la région occidentale du pays (connue sous le nom de région autonome ouïghoure du Xinjiang ou XUAR, désignée ci-après par son nom historique de Turkestan oriental – voir *methodologie*). À compter de 1949, après l'annexion par la RPC de la deuxième république du Turkestan oriental, mais surtout à partir du début des années 1990, le PCC a encouragé les colons hans à s'installer au Turkestan oriental dans le but de modifier la composition démographique de la région grâce à des millions de nouveaux résidents fidèles au gouvernement central de la RPC. En conséquence, la proportion démographique des résidents d'origine chinoise a augmenté de façon spectaculaire, passant de 6,7 % de la population du Turkestan oriental en 1949 à 40 % en 2010⁴. Le ressentiment suscité par le manque d'indépendance accordé à la majorité ouïghoure du Turkestan oriental, ainsi que la répression et les mesures violentes prises par les dirigeants du PCC, notamment les arrestations et les exécutions extrajudiciaires, a conduit à des émeutes en juillet 2009 dans la ville d'Urumqi au Turkestan oriental⁵.

En réponse à de tels événements, la répression de plus en plus agressive du gouvernement chinois a été formellement officialisée en 2014 avec le lancement de la « guerre du peuple contre la terreur », sous l'ordre direct du président Xi Jinping. Dans le cadre de cette répression, la « Strike Hard Campaign Against Violent Terrorism » (campagne « frapper fort contre le terrorisme violent ») visait les Ouïghours et d'autres petites populations musulmanes turcophones résidant au Turkestan

³ <https://www.aljazeera.com/news/2021/7/8/uyghurs-timeline>

⁴ https://www.researchgate.net/publication/228471180_Migration_and_Inequality_in_Xinjiang_A_Survey_of_Han_and_Uyghur_Migrants_in_Urumqi; <https://www.cecc.gov/publications/commission-analysis/xinjiang-reports-high-rate-of-population-increase>

⁵ <https://www.theguardian.com/world/2009/jul/06/china-uyghur-urumqi-riots>



oriental. Les efforts de sécurité et de surveillance de plus en plus invasifs du PCC ont depuis continué à s’immiscer dans tous les aspects de la vie des Ouïghours, et ont été de plus en plus associés à des politiques

La répression de plus en plus agressive du gouvernement chinois a été formellement officialisée en 2014 avec le lancement de la « guerre du peuple contre la terreur », sous l’ordre direct du président Xi Jinping. Dans le cadre de cette répression, la « Strike Hard Campaign Against Violent Terrorism » (campagne « frapper fort contre le terrorisme violent ») visait les Ouïghours et d’autres petites populations musulmanes turcophones résidant au Turkestan oriental.

assimilationnistes centrées

sur l’internement de masse, l’endoctrinement imposé et le déni forcé par les Ouïghours de leurs affiliations nationales, ethniques et religieuses⁶. Axées sur l’endiguement des trois maux présumés – terrorisme, séparatisme et extrémisme religieux – faussement attribués aux Ouïghours, ces politiques se sont encore accélérées après la nomination en 2016 de Chen Quanguo (陈全国) comme nouveau secrétaire du Parti communiste au Xinjiang. Une campagne d’internement de masse a débuté en 2017 et se poursuit encore aujourd’hui⁷. Il s’agit de la pierre angulaire du génocide d’État chinois à plusieurs volets actuellement perpétré contre les Ouïghours, dont l’intensité croissante s’accompagne d’une campagne internationale du PCC visant à réprimer les Ouïghours résidant à l’étranger⁸.

Cette campagne internationale s’inscrit dans le cadre d’un effort plus vaste du PCC pour contrôler les anciennes populations chinoises critiques à l’égard du gouvernement, notamment les Ouïghours, les Tibétains, les Hongkongais, les défenseurs de la démocratie chinoise et les pratiquants de Falun Gong en exil. Cette vaste campagne, qui compte le Canada parmi ses cibles⁹, est qualifiée par Freedom House de « campagne de répression transnationale la plus sophistiquée, la plus globale et la plus complète au monde¹⁰ », en raison de sa longue liste de cibles, dont les militants des droits de la personne et les groupes ethniques et religieux; du large éventail de tactiques employées, dont les extraditions, les contrôles de mobilité, le harcèlement direct et la coercition par procuration; et de son ampleur et de sa portée mondiale inégalées.

« La campagne de répression transnationale la plus sophistiquée, la plus globale et la plus complète au monde¹⁰ », en raison de sa longue liste de cibles, dont les militants des droits de la personne et les groupes ethniques et religieux; du large éventail de tactiques employées, dont les extraditions, les contrôles de mobilité, le harcèlement direct et la coercition par procuration; et de son ampleur et de sa portée mondiale inégalées.

⁶ <https://www.theguardian.com/world/2009/jul/06/china-uighur-urumqi-riots>

⁷ <https://asiaexpertsforum.org/james-leibold-chinas-assimilationist-turn-xi-jinpings-china/>

⁸ <https://www.nytimes.com/interactive/2019/11/16/world/asia/china-xinjiang-documents.html>

⁹ https://uhrp.org/wp-content/uploads/2021/06/Transnational-Repression_FINAL_2021-06-24-2.pdf

<https://www.amnesty.ca/sites/amnesty/files/Canadian%20Coalition%20on%20Human%20Rights%20in%20China%20-%20Harassment%20Report%20Update%20-%20Final%20Version.pdf> ; <https://globalnews.ca/news/7734158/china-pressure-activists-canada-uyghur-hong-kong-tibet-spying/>

¹⁰ https://freedomhouse.org/sites/default/files/2021-02/Complete_FH_TransnationalRepressionReport2021_rev020221.pdf



Ce rapport se concentre sur la forme et les répercussions de la campagne de répression internationale anti-ouïghoure du PCC au Canada. Plus précisément, sur les nombreuses façons dont l'appareil militaire et de sécurité intérieure de la Chine continue de cibler cette communauté de la diaspora, composée d'environ 2 000 Ouïghours qui ont émigré au Canada au cours des plus de 20 dernières années¹¹. Ce rapport s'appuie sur le premier rapport du Projet de défense des droits des Ouïghours, intitulé « Uyghur Family Destruction: China's Continual Instrument of Genocide¹² » (Destruction de la famille ouïghoure : l'instrument continu de génocide de la Chine). Publié en mai 2021, le rapport détaille un élément clé du génocide en cours : le large éventail de politiques du gouvernement chinois visant à « effacer la structure familiale ouïghoure conventionnelle et à la remplacer par la nouvelle famille exemplaire “sinisée”. » Ce deuxième rapport du Projet de défense des droits des Ouïghours s'appuie également sur les rapports de groupes tels que le Uyghur Human Rights Project et Amnesty Internationale, qui détaillent la répression de la diaspora ouïghoure par le PCC dans le monde entier¹³, notamment aux États-Unis et en Europe¹⁴, dans la région indopacifique¹⁵ et au Canada¹⁶. Il fournit le compte rendu le plus approfondi et le plus détaillé à ce jour du harcèlement, par le PCC, des Canadiens d'origine ouïghoure, tout en fournissant des détails sur le contexte mondial élargi dans lequel s'inscrit cette campagne. Grâce aux récits et aux témoignages qu'il inclut, le Projet de défense des droits des Ouïghours entend démontrer la gravité du problème, ainsi que le besoin urgent d'une intervention adéquate et rapide de la part du gouvernement canadien.

Ce rapport s'appuie sur le premier rapport du Projet de défense des droits des Ouïghours, intitulé « Uyghur Family Destruction: China's Continual Instrument of Genocide¹² » (Destruction de la famille ouïghoure : l'instrument continu de génocide de la Chine).

¹¹ <https://foref-europe.org/blog/2020/09/07/who-are-the-uyghurs-canadian-scholar-gives-profound-insights/>

¹² <https://www.urap.ca/wp-content/uploads/2021/05/Uyghur-Family-Destruction.pdf>

¹³ https://www.amnesty.nl/content/uploads/2020/02/Nowhere-feels-safe_Final.pdf?x57424

¹⁴ https://docs.uhrp.org/pdf/UHRP_RepressionAcrossBorders.pdf; <https://uhrp.org/wp-content/uploads/2021/11/UHRP-Your-Family-Will-Suffer-Report.pdf>

¹⁵ https://uhrp.org/wp-content/uploads/2021/06/Transnational-Repression_FINAL_2021-06-24-2.pdf

¹⁶ <https://www.amnesty.ca/sites/amnesty/files/Canadian%20Coalition%20on%20Human%20Rights%20in%20China%20-%20Harassment%20Report%20Update%20-%20Final%20Version.pdf>



UYGHUR RIGHTS ADVOCACY PROJECT

Joint Call For Awareness, Acknowledgment and Action On Uyghur Genocide

Three days advocacy event in front of the Central Block of Parliament Hill, Tent setup for photo-display on Uyghur atrocities, Live interaction with victims and victim families of Uyghur Canadians, Speech by victims, MPs and multi-faith communities

November 23rd, 24th and 25th, 2021
11:00 am - 4:00 pm EST

In front of Parliament Hill, Ottawa

Kayum Masimov (438) 826-1346
kayum@urap.ca (ENG/FR)

Sponsored by Following Organizations

Grâce aux récits et aux témoignages qu'il inclut, le Projet de défense des droits des Ouïghours entend démontrer la gravité du problème, ainsi que le besoin urgent d'une réponse adéquate et rapide de la part du gouvernement canadien.



Méthodologie

Les témoignages présentés dans ce rapport sont des récits de première main recueillis par le Projet de défense des droits des Ouïghours. Dans un premier temps, des entretiens ont eu lieu avec une quarantaine d'Ouïghours résidant au Canada, à titre d'étape exploratoire. Par la suite, des entretiens approfondis pour le présent rapport ont été menés avec 18 de ces personnes à la fin de 2020, ainsi qu'entre juin et octobre 2021, en personne et par vidéoconférence. Des entretiens ont été réalisés avec des Ouïghours partout au Canada, notamment à Montréal, à Ottawa, à Toronto, à Calgary et à Vancouver. En outre, des données supplémentaires

Des entretiens ont été réalisés avec des Ouïghours partout au Canada, notamment à Montréal, à Ottawa, à Toronto, à Calgary et à Vancouver. En outre, des données supplémentaires concernant la répression du PCC au Canada ont été recueillies par l'entremise de quatre sondages détaillés remplis par des Ouïghours participant à un événement organisé en novembre 2021 à Ottawa.

concernant la répression du PCC au Canada ont été recueillies par l'entremise de quatre sondages détaillés remplis par des Ouïghours participant à un événement organisé en novembre 2021 à Ottawa. Les statistiques présentées dans ce rapport sont fondées sur ce groupe de 22 répondants, auprès desquels des comptes rendus plus détaillés sur le harcèlement et la répression ont été recueillis. Bien que la plupart des Ouïghours qui ont témoigné ont accepté que l'on utilise leur nom dans le rapport, deux d'entre eux ont préféré rester anonymes en raison du risque de représailles de la part du PCC. Dans le cas de ces répondants, des pseudonymes sont fournis et clairement étiquetés comme tels.

Le présent rapport utilise le terme « Turkestan oriental » pour désigner la « région autonome ouïghoure du Xinjiang » (XUAR) de la Chine. Les Ouïghours appellent leur patrie d'origine le Turkestan oriental, c'est-à-dire « la terre des Turcs », un nom attribué pour la première fois au territoire au 7^e siècle de notre ère. Représentant environ 17 % du territoire chinois et partageant une frontière avec de nombreux pays voisins, le Turkestan oriental constitue une voie stratégique pour les exportations et le commerce chinois, ce qui explique le désir historique de la Chine de contrôler la région¹⁷. N'ayant jamais cédé volontairement leur patrie historique à la Chine, les Ouïghours rejettent à la fois le titre de XUAR, désigné en 1955 par Mao Zedong, ainsi que le « nouveau domaine [chinois] » et le contrôle qu'il signifie. Par extension, le Projet de défense des droits des Ouïghours souhaite souligner que les Ouïghours, les Kazakhs et les autres peuples turcophones refusent catégoriquement d'être qualifiés de « populations minoritaires en Chine », comme le veut le discours officiel du PCC. Les Ouïghours, les Kazakhs et les autres peuples turcophones du Turkestan oriental sont les propriétaires originels de leur patrie ancestrale et, à ce titre, ne peuvent être reconnus que comme une nation ou un peuple colonisé.

Le Projet de défense des droits des Ouïghours souhaite également préciser que le génocide, la répression et le harcèlement dont il est question dans ce rapport sont l'œuvre des dirigeants du gouvernement autoritaire chinois, et plus particulièrement de l'appareil sécuritaire, militaire et diplomatique de l'État. C'est pourquoi le présent rapport fait alternativement référence au PCC, à la RPC et à l'État ou au gouvernement chinois lorsqu'il évoque ces activités.

¹⁷ <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/432/FAAE/Reports/RP11164859/sdirrp04/sdirrp04-f.pdf>



Le génocide des Ouïghours par la Chine

De plus en plus, la façon dont la Chine traite aujourd’hui les Ouïghours et les autres populations turcophones est reconnue comme un génocide. Dans un rapport publié en mars 2021, le Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne, basé à Montréal, et le Newlines Institute for Strategy and Policy ont conclu que la RPC portait la responsabilité de l’État pour avoir commis « un génocide contre les Ouïghours en violation de la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide¹⁸. » Cette analyse, menée par des dizaines d’experts indépendants, dont deux anciens ministres canadiens de la Justice et un ancien ministre canadien des Affaires étrangères, a permis de trouver des preuves à la fois de « l’intention de détruire, en tout ou en partie, un [groupe protégé] », ainsi que des « déclarations d’intention de haut niveau et d’un plan général » dans ce sens de la part du PCC et de son chef, Xi Jinping. La campagne anti-ouïghoure des dirigeants de la RPC, exposée par un nombre croissant de preuves documentées, dont les plus récentes sont des documents gouvernementaux ayant fait l’objet d’une fuite et liant directement Xi Jinping et les dirigeants du PCC aux politiques en question¹⁹, permet de conclure de manière claire et irréfutable que les actions de la Chine constituent un génocide contre le peuple ouïghour.

Les politiques génocidaires en question comprennent, entre autres, les suivantes :

1. L’internement de plus d’un million d’Ouïghours sur la base d’accusations douteuses et arbitraires sous le prétexte de « rééducation » et de « lutte contre l’extrémisme religieux ». Un rapport détaillé²⁰ d’Amnistie Internationale, publié en juin 2021 et fondé sur des entretiens avec plus de 50 anciens détenus, a décrit les efforts du PCC comme des « abus massifs et systématiques » centrés sur des actes de violence et d’intimidation graves visant à « extirper les croyances religieuses islamiques et les pratiques ethnoculturelles musulmanes turcophones » afin de les remplacer par la force par les « vues et comportements laïques sanctionnés par l’État » de la culture chinoise dominante. Les détenus ouïghours sont enfermés dans le réseau croissant de prisons et de camps d’internement de la Chine, qui comprend des centaines de structures carcérales, représentant ensemble « une infrastructure vaste et permanente de détention de masse²¹ ».

Pendant leur incarcération, les détenus ouïghours sont bombardés de propagande en faveur de la RPC/PCC, contraints de converser en mandarin et soumis à de multiples formes de mauvais traitements graves. Il s’agit notamment d’être soumis à une surveillance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 et d’être privé de conditions de vie saine (en ce qui concerne la nutrition, les soins de santé et la libre circulation²²). En outre, les détenus sont soumis à un flux constant de tortures psychologiques et physiques, y compris « un système organisé de viols collectifs et d’abus sexuels²³ », conduisant parfois à la mort du détenu.

¹⁸ <https://newlinesinstitute.org/wp-content/uploads/Chinas-Breaches-of-the-GC3-2.pdf> [TRADUCTION]

¹⁹ <https://www.theguardian.com/world/2021/nov/29/leaked-papers-link-xinjiang-crackdown-with-china-leadership>;
<https://uyghurtribunal.com/wp-content/uploads/2021/11/The-Xinjiang-Papers-An-Introduction-1.pdf>

²⁰ https://xinjiang.amnesty.org/wp-content/uploads/2021/06/ASA_17_4137-2021_Full_report_ENG.pdf

²¹ <https://www.buzzfeednews.com/article/meghara/china-new-internment-camps-xinjiang-uyghurs-muslims>
[TRADUCTION]

²² <https://www.newyorker.com/magazine/2021/04/12/surviving-the-crackdown-in-xinjiang>

²³ <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-55794071> [TRADUCTION]



Les détenus ouïghours sont enfermés dans le réseau croissant de prisons et de camps d'internement de la Chine, qui comprend des centaines de structures carcérales, représentant ensemble « une infrastructure vaste et permanente de détention de masse ».

Comme l'a révélé le *Financial Times* dans un rapport publié en février 2020²⁴, les plus de 20 justifications que le gouvernement chinois utilise pour justifier l'internement des Ouïghours sont hautement arbitraires. Il s'agit d'un large éventail d'activités bénignes, religieuses ou autres, notamment le fait d'enfreindre les lois sur la planification familiale, d'être une personne « indigne de confiance », de passer un appel téléphonique à l'étranger, de visiter des sites Web interdits en utilisant un réseau privé virtuel (VPN) et d'avoir voyagé dans l'un des 26 pays jugés sensibles.

2. La surveillance de masse complète qui a transformé le Turkestan oriental en un État policier²⁵, sous la forme de collecte de données biométriques (lectures de l'iris, empreintes digitales, ADN)²⁶, d'interrogatoires arbitraires et de contrôles de sécurité²⁷, de surveillance des communications²⁸ et de réseaux de caméras de sécurité équipées de reconnaissance faciale qui couvrent les villes du Turkestan oriental²⁹.

3. Un effort à grande échelle pour réprimer et éliminer la culture ouïghoure, y compris toute pratique de l'Islam, notamment par la destruction de mosquées, de sanctuaires et de cimetières au Turkestan oriental³⁰, l'élimination de l'enseignement de la langue ouïghoure dans les écoles³¹ et l'emprisonnement ciblé de dirigeants de la communauté ouïghoure. Parmi les millions de personnes soumises à une détention arbitraire figurent des centaines de médecins, de professeurs d'université, de journalistes, d'éditeurs, de poètes, d'écrivains et d'autres intellectuels³², ce qui témoigne de l'intention du PCC d'éradiquer la culture ouïghoure.

De plus, pratiquement toutes les formes de pratiques associées à l'islam ont été criminalisées, y compris le fait d'avoir participé au pèlerinage du hadj, d'avoir ramené des textes religieux d'une mosquée pour prier, de se laisser pousser la barbe, de donner de l'argent à une

Parmi les millions de personnes soumises à une détention arbitraire figurent des centaines de médecins, de professeurs d'université, de journalistes, d'éditeurs, de poètes, d'écrivains et d'autres intellectuels³², ce qui témoigne de l'intention du PCC d'éradiquer la culture ouïghoure.

²⁴ <https://www.ft.com/content/e0224416-4e77-11ea-95a0-43d18ec715f5>

²⁵ <https://www.icij.org/investigations/china-cables/exposed-chinas-operating-manuals-for-mass-internment-and-arrest-by-algorithm/>

²⁶ <https://www.nytimes.com/2019/02/21/business/china-xinjiang-uyghur-dna-thermo-fisher.html>

²⁷ <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-22278037>

²⁸ <https://theintercept.com/2021/01/29/china-uyghur-muslim-surveillance-police/>

²⁹ <https://www.theguardian.com/world/2021/sep/30/uyghur-tribunal-testimony-surveillance-china>

³⁰ <https://www.theguardian.com/world/2019/may/07/revealed-new-evidence-of-chinas-mission-to-raze-the-mosques-of-xinjiang>

³¹ <https://apnews.com/article/world-news-race-and-ethnicity-beijing-china-national-security-e4d7a915a2e3eb-b6c6f50778a2aec81a>

³² https://shahit.biz/supp/list_003.pdf (from the Xinjiang Victims Database)



mosquée ou de prier dans un lieu public³³. L'objectif ultime de cette politique a été décrit comme « la “sinisation” des cultures autochtones et, en fin de compte, la “transformation” complète des pensées et du comportement de la communauté ouïghoure³⁴ ».

4. Une série de politiques invasives visant à restreindre par la force et à inverser la croissance de la population ouïghoure. Au-delà de la criminalisation des naissances dépassant les limites de la planification familiale³⁵, les politiques visant les femmes ouïghoures comprennent des campagnes massives de stérilisation forcée, des avortements forcés et des insertions involontaires de dispositifs intra-utérins (DIU) de contrôle des naissances³⁶. Un rapport de 2020 du chercheur Adrian Zenz, fondé sur des documents du gouvernement chinois ayant fait l'objet de fuites, a révélé qu'à la suite de ces campagnes au Turkestan oriental, les taux de croissance démographique attendus « ont chuté de 84 % dans les deux plus grandes préfectures ouïghoures entre 2015 et 2018 », tandis que « les taux de croissance démographique dans une région ouïghoure où les Hans constituent la majorité étaient près de huit fois plus élevés que dans les régions ouïghoures rurales environnantes³⁷. » Selon M. Zenz, les politiques chinoises de contrôle forcé de la population pourraient entraîner la perte de 4,5 millions de vies ouïghoures³⁸ d'ici 2040³⁹.

Un rapport de 2020 du chercheur Adrian Zenz, fondé sur des documents du gouvernement chinois ayant fait l'objet de fuites, a révélé qu'à la suite de ces campagnes au Turkestan oriental, les taux de croissance démographique attendus « ont chuté de 84 % dans les deux plus grandes préfectures ouïghoures entre 2015 et 2018 », tandis que « les taux de croissance démographique dans une région ouïghoure où les Hans constituent la majorité étaient près de huit fois plus élevés que dans les régions ouïghoures rurales environnantes³⁷ ».

³³ <https://www.ft.com/content/e0224416-4e77-11ea-95a0-43d18ec715f5>

³⁴ <https://www.aspi.org.au/report/cultural-erasure> [TRADUCTION]

³⁵ <https://apnews.com/article/ap-top-news-international-news-weekend-reads-china-health-269b3de1af34e-17c1941a514f78d764c>

³⁶ <https://www.nytimes.com/2021/05/10/world/asia/china-xinjiang-women-births.html>

³⁷ <https://www.gwern.net/docs/history/2020-zenz.pdf> [TRADUCTION]

³⁸ « Évaluée comme la différence entre la croissance démographique naturelle projetée sans interférence substantielle des pouvoirs publics et les scénarios de croissance réduite conformes aux exigences “d’optimisation” de la population. » [TRADUCTION]

³⁹ <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/02634937.2021.1946483> ; <https://phys.org/news/2021-08-uyghur-population-policies-million-lost.html>



5. La destruction des racines familiales et culturelles ouïghoures existantes, tant en Chine qu'à l'étranger, comme souligné dans le premier rapport du Projet de défense des droits des Ouïghours. Le plus troublant est peut-être que la RPC a pris des enfants ouïghours temporairement orphelins, en raison de l'emprisonnement et/ou de l'exil de leurs parents, et les a placés dans des pensionnats d'État⁴⁰. Selon des documents du gouvernement chinois, le nombre d'enfants ouïghours ainsi séparés de leur famille en 2019 s'élevait à au moins 880 500⁴¹. Éloignés de leur famille, qui se voit régulièrement refuser toute information sur les enfants et, par extension, éloignés de leurs racines culturelles ouïghoures, les jeunes « orphelins », tout comme leurs parents emprisonnés, sont soumis à l'isolement et à un processus d'assimilation et d'endoctrinement pro-RPC/PCC⁴².

En outre, les femmes ouïghoures dont les maris sont emprisonnés sont obligées d'accepter que des cadres masculins hans nommés par l'État vivent chez elles pendant de longues périodes, ce qui les expose au risque d'abus sexuels⁴³. L'État encourage aussi activement les mariages mixtes entre Ouïghours et Hans⁴⁴, alors que les

Éloignés de leur famille, qui se voit régulièrement refuser toute information sur les enfants, et par extension éloignés de leurs racines culturelles ouïghoures, les jeunes « orphelins », tout comme leurs parents emprisonnés, sont soumis à l'isolement et à un processus d'assimilation et d'endoctrinement pro-RPC/PCC⁴².

Ouïghours sont contraints de divorcer de leurs partenaires exilés⁴⁵. La confiscation et le refus de délivrer des passeports et des visas de voyage permettant aux Ouïghours de retrouver les membres de leur famille à l'étranger sont tout aussi répandus⁴⁶.

6. Le déplacement forcé de centaines de milliers d'Ouïghours en âge de travailler dans des installations de travail forcé à travers la Chine, souvent situées à des milliers de kilomètres

Le travail forcé des Ouïghours a été constaté dans des usines qui font partie des chaînes d'approvisionnement de grandes marques mondiales comme Amazon, Apple, Dell, Gap, Nike et Samsung. Les travailleurs ouïghours prisonniers sont surveillés, soumis à un endoctrinement politique, privés de leur liberté de mouvement, menacés d'emprisonnement s'ils refusent de participer et contraints de travailler de longues heures dans des conditions abusives⁵⁰.

⁴⁰ <https://www.nytimes.com/2019/12/28/world/asia/china-xinjiang-children-boarding-schools.html>

⁴¹ <https://ottawacitizen.com/opinion/mccuaig-johnston-whats-happening-to-uyghur-children-in-china-is-despicable/wcm/7f438d27-551b-4bed-bc4e-a973564eb25b/amp/> ; <https://www.theguardian.com/world/2020/oct/16/thousands-of-uyghur-children-orphaned-by-chinese-detention-papers-show>

⁴² <https://www.jpolrisk.com/break-their-roots-evidence-for-chinas-parent-child-separation-campaign-in-xinjiang/>

⁴³ <https://www.urap.ca/wp-content/uploads/2021/05/Uyghur-Family-Destruction.pdf> ; <https://www.cnn.com/2021/05/08/asia/china-xinjiang-ethnic-unity-intl-hnk-dst/index.html>

⁴⁴ <https://apnews.com/article/ap-top-news-international-news-prayer-weddings-occasions-9ca1c29fc-9554c1697a8729bba4dd93b>

⁴⁵ <https://www.urap.ca/wp-content/uploads/2021/05/Uyghur-Family-Destruction.pdf>

⁴⁶ https://www.docs.uhrp.org/pdf/Weaponized_Passports.pdf



de leur domicile⁴⁷. Cette pratique, souvent présentée à tort comme un effort de « réduction de la pauvreté », a pour conséquence que des produits dont la fabrication est entachée par l'implication du travail forcé des Ouïghours (un fait que la RPC occulte intentionnellement) infiltrent les chaînes d'approvisionnement internationales. Les produits contaminés comprennent le coton (le Turkestan oriental représente plus de 20 % de la production mondiale) et ses dérivés, tels que les vêtements et les textiles; les tomates⁴⁸ et leurs produits dérivés; la machinerie électrique; les panneaux solaires; et divers produits à base de plastique⁴⁹. Le travail forcé des Ouïghours a été constaté dans des usines qui font partie des chaînes d'approvisionnement de grandes marques mondiales comme Amazon, Apple, Dell, Gap, Nike et Samsung. Les travailleurs ouïghours prisonniers sont surveillés, soumis à un endoctrinement politique, privés de leur liberté de mouvement, menacés d'emprisonnement s'ils refusent de participer et contraints de travailler de longues heures dans des conditions déplorables⁵⁰.

⁴⁷ <https://newlinesinstitute.org/wp-content/uploads/2020/12/20201214-PB-China-Zenz-1.pdf>

⁴⁸ <https://www.cbc.ca/news/canada/marketplace-tomato-products-investigation-1.6227359>

⁴⁹ <https://www.csis.org/analysis/addressing-forced-labor-xinjiang-uyghur-autonomous-region-toward-shared-agenda>

⁵⁰ <https://www.aspi.org.au/report/uyghurs-sale>



Reconnaissance canadienne et internationale du génocide

À la lumière de ces preuves accablantes, le 22 février 2021, la Chambre des communes canadienne est devenue le premier organe parlementaire au monde à reconnaître que la Chine commettait un génocide contre les Ouïghours et les Kazakhs. La motion, proposée par le Parti conservateur du Canada, a été votée à l'unanimité par 266 voix contre 0, tous partis confondus, avec l'appui des conservateurs, des libéraux, du Bloc québécois et du Nouveau Parti démocratique. Malheureusement, le premier ministre Justin Trudeau et son cabinet ont choisi de s'abstenir

La motion, proposée par le Parti conservateur du Canada, a été votée à l'unanimité par 266 voix contre 0, tous partis confondus, avec l'appui des conservateurs, des libéraux, du Bloc québécois et du Nouveau Parti démocratique. Malheureusement, le premier ministre Justin Trudeau et son cabinet ont choisi de s'abstenir lors du vote⁵¹.

lors du vote⁵¹. Dans le sillage de ce vote historique, le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international du Parlement canadien a publié en mars 2021 le rapport *La situation des droits de la personne du peuple ouïghour dans la province du Xinjiang, en Chine*⁵², basé sur les témoignages recueillis depuis 2018 auprès d'Ouïghours, notamment d'anciens détenus ayant fui la RPC, ainsi que de proches de personnes détenues, d'organisations non gouvernementales, d'universitaires et d'experts en droits de la personne⁵³. Le rapport souligne les mécanismes de répression de l'État chinois, notamment l'internement massif des Ouïghours, les mesures de contrôle des naissances imposées aux femmes ouïghoures, l'orphelinat des enfants ouïghours, le travail forcé des Ouïghours, le système de surveillance de masse du gouvernement chinois, ainsi que les obligations internationales du Canada en réponse aux atrocités de masse commises, tout en reconnaissant à nouveau que les actions de l'État chinois constituent un génocide.

En janvier 2021, le département d'État américain a également reconnu que la Chine commettait des crimes contre l'humanité et un génocide par sa « répression à grande échelle » des Ouïghours et des autres populations musulmanes du Turkestan oriental⁵⁴. Cette annonce faite par le secrétaire d'État Mike Pompeo dans les derniers jours de l'administration de Donald Trump a été accueillie favorablement par le secrétaire d'État de Joe Biden, Antony J. Blinken, démontrant ainsi la continuité de l'administration actuelle des États-Unis sur cette question cruciale. Par la suite, en avril 2021, les législateurs britanniques ont également déclaré à l'unanimité que les activités actuelles de la Chine au Turkestan oriental constituaient un génocide⁵⁵. La motion faisait suite à un avis juridique officiel, fondé sur une évaluation de six mois des preuves publiquement disponibles, publié au Royaume-Uni en février 2021, qui précisait en outre que Xi Jinping (习近平) était « responsable de manière crédible⁵⁶ » du génocide. Plus tard en 2021, le Royaume-Uni a accueilli le Tribunal ouïghour⁵⁷, qui s'est fixé pour objectif « d'examiner les preuves afin de parvenir à un jugement impartial et réfléchi sur la question de savoir s'il est prouvé que des crimes internationaux ont été

⁵¹ <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-parliament-declares-china-is-conducting-genocide-against-its-muslim/>

⁵² <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/432/FAAE/Reports/RP11164859/sdirrp04/sdirrp04-f.pdf>

⁵³ <https://www.notrecommons.ca/DocumentViewer/fr/43-2/FAAE/communique-de-presse/11171639>

⁵⁴ <https://www.nytimes.com/2021/01/19/us/politics/trump-china-xinjiang.html>

⁵⁵ <https://www.cnn.com/2021/04/22/world/uk-china-uyghur-genocide-motion-gbr-intl/index.html>

⁵⁶ <https://www.bbc.com/news/uk-55973215> [TRADUCTION]

⁵⁷ <https://uyghurtribunal.com/>



commis par la RPC⁵⁸ ». À la suite de témoignages de militants et de survivants ouïghours ainsi que d'experts universitaires, le Tribunal a statué en décembre 2021 que la RPC commettait effectivement un génocide à l'encontre des Ouïghours et des autres peuples turcophones du Turkestan oriental, tout en attribuant la « responsabilité première » des actes génocidaires aux dirigeants chinois, notamment Xi Jinping (习近平) et Chen Quanguo (陈全国)⁵⁹.

Ailleurs, le parlement néerlandais est devenu la première assemblée législative européenne à reconnaître le génocide ouïghour, également en février 2021⁶⁰. Le Parlement lituanien a adopté une motion similaire en mai 2021⁶¹, tandis que le Sénat de la République tchèque a adopté à l'unanimité, en juin 2021, une motion condamnant les abus commis à l'encontre des Ouïghours comme constituant à la fois un génocide et des crimes contre l'humanité. En juin 2021, le Parlement belge a reconnu que le traitement infligé par la Chine aux Ouïghours du Turkestan oriental constituait un crime contre l'humanité, tout en mettant en garde contre un risque sérieux de génocide⁶². En janvier 2022, le Parlement français a également adopté une résolution dénonçant le génocide commis à l'encontre des Ouïghours⁶³.

Il est à noter que le gouvernement chinois a principalement répondu à ce nombre croissant de motions et de conclusions, chacune d'entre elles étant fondée sur un ensemble croissant de preuves irréfutables montrant sa responsabilité dans le génocide en cours au Turkestan oriental, par des protestations et des injures, qualifiant les conclusions de « farce anti-chinoise⁶⁴ », de « simple mensonge⁶⁵ » et de tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de la Chine⁶⁶. Les dirigeants chinois n'ont pas encore produit de preuves convaincantes ou vérifiables de manière indépendante pour contrer la conclusion de génocide, mais ils s'appuient plutôt sur des présentations très douteuses de l'internement de masse en tant que « formation professionnelle » et « efforts de lutte contre le terrorisme », et de ses politiques de contrôle des naissances invasives et violemment coercitives en tant que partie d'un processus d'émancipation de l'esprit des femmes ouïghoures, tout en les libérant de leur rôle de « machines à fabriquer des bébés⁶⁷ ». La Chine, bien qu'elle soit signataire de la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide⁶⁸, continue également de refuser à Michelle Bachelet, haute-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, un accès véritable au Turkestan oriental pour enquêter de manière indépendante sur le traitement des Ouïghours.

⁵⁸ <https://uyghurtribunal.com/wp-content/uploads/2020/10/201014-UT-Funding-Brochure-FINAL.pdf> [TRADUCTION]

⁵⁹ <https://www.cnn.com/2021/12/09/china/uyghur-tribunal-judgment-intl/index.html>

⁶⁰ <https://www.reuters.com/article/us-netherlands-china-uyghurs-idUSKBN2AP2CI>

⁶¹ <https://www.axios.com/lithuania-parliament-china-uyghur-genocide-ef0382b4-6fec-44a5-80b4-793d2618e094.html>

⁶² <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/genocide-declarations-06152021171101.html>

⁶³ https://www.lemonde.fr/international/article/2022/01/19/l-assemblee-nationale-francaise-se-penche-sur-le-genocide-ouigour_6110134_3210.html

⁶⁴ <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-parliament-declares-china-is-conducting-genocide-against-its-muslim/> [TRADUCTION]

⁶⁵ <https://www.nytimes.com/2021/01/19/us/politics/trump-china-xinjiang.html> [TRADUCTION]

⁶⁶ <https://www.reuters.com/article/us-netherlands-china-uyghurs-idUSKBN2AP2CI>

⁶⁷ <https://www.theguardian.com/world/2021/jan/10/twitter-removes-china-us-embassy-post-saying-uyghur-women-no-longer-baby-making-machines> [TRADUCTION]

⁶⁸ <https://www.un.org/fr/genocideprevention/genocide-convention.shtml>



Les dirigeants chinois n'ont pas encore produit de preuves convaincantes ou vérifiables de manière indépendante pour contrer la conclusion de génocide, mais ils s'appuient plutôt sur des présentations très douteuses de l'internement de masse en tant que « formation professionnelle » et « efforts de lutte contre le terrorisme », et de ses politiques de contrôle des naissances invasives et violemment coercitives en tant que partie d'un processus d'émancipation de l'esprit des femmes ouïghoures, tout en les libérant de leur rôle de « machines à fabriquer des bébés⁶⁷ ».



La relation entre le Canada et la Chine et la réponse au génocide ouïghour

Vu sous l'angle des mesures concrètes prises, Justin Trudeau, chef du gouvernement du Canada depuis novembre 2015, a jusqu'à présent répondu à l'autoritarisme expansif de l'État chinois et aux preuves croissantes et à la reconnaissance du génocide du gouvernement chinois par une approche essentiellement « s'en tenir au statu quo », mieux caractérisée comme étant principalement hésitante, avec des éclairs occasionnels d'audace stratégiquement déployée. Cette position a été largement relayée par les déclarations relativement prudentes et favorables au commerce des représentants de son gouvernement.

Parmi les mesures prises, en réponse aux violations des droits de la personne au Turkestan oriental, Affaires mondiales Canada a émis en janvier 2021 un avis interdisant l'importation de biens produits avec toute implication du travail forcé, tout en restant particulièrement vague quant aux mesures qui seraient prises pour faire appliquer cette mesure⁶⁹. En mars 2021, le Canada s'est joint aux États-Unis, au Royaume-Uni et à l'Union européenne (UE) pour sanctionner financièrement deux hauts responsables chinois, Wang Junzheng (王君正) et Chen Mingguo (陈明国), pour de graves violations des droits de la personne à l'encontre des Ouïghours et des autres peuples turcophones résidant au Turkestan oriental⁷⁰. Plus tôt, en octobre 2020, le Canada s'est également joint à 39 autres pays à l'ONU pour appuyer une déclaration de l'ambassadeur d'Allemagne appelant la

Vu sous l'angle des mesures concrètes prises, Justin Trudeau, chef du gouvernement du Canada depuis novembre 2015, a jusqu'à présent répondu à l'autoritarisme expansif de l'État chinois et aux preuves croissantes et à la reconnaissance du génocide du gouvernement chinois par une approche essentiellement « s'en tenir au statu quo », mieux caractérisée comme étant principalement hésitante, avec des éclairs occasionnels d'audace stratégiquement déployée.

Chine à respecter les droits de la personne des Ouïghours⁷¹. Il convient de noter que Justin Trudeau a adopté un ton plus ferme à l'égard de la Chine en juin 2021, à la suite d'une déclaration commune du Canada et de 40 autres pays aux Nations Unies, demandant instamment à la Chine d'accorder à la haute commissaire des Nations Unies un accès véritable au Turkestan oriental⁷². En réponse à la demande de rétorsion de la Chine, qui souhaitait une enquête sur les crimes commis par le Canada à l'encontre de sa population autochtone, M. Trudeau a évoqué la Commission de vérité et réconciliation, dont les conclusions ont été rendues publiques⁷³. M. Trudeau a comparé cette situation à celle de la Chine qui cache les mauvais traitements qu'elle inflige aux Ouïghours et à d'autres groupes musulmans au Turkestan oriental, tout en refusant de reconnaître la nature problématique de ses actions⁷⁴. Plus récemment, en décembre 2021, le Canada a également annoncé

⁶⁹ <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2021/01/le-canada-annonce-de-nouvelles-mesures-pour-lutter-contre-les-violations-des-droits-de-la-personne-au-xinjiang-en-chine.html>

⁷⁰ <https://www.cnn.com/2021/03/22/politics/us-eu-china-uyghur-sanctions/index.html>

⁷¹ <https://thediplomat.com/2020/10/2020-edition-which-countries-are-for-or-against-chinas-xinjiang-policies/>

⁷² <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-canada-leads-call-on-china-to-allow-xinjiang-access-statement-says/>

⁷³ <https://rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1450124405592/1529106060525>

⁷⁴ <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-trudeau-challenges-china-to-publicly-probe-its-mistreatment-of-uyghurs/>



qu'il procéderait à un boycottage diplomatique des Jeux olympiques d'hiver de 2022 à Pékin⁷⁵.

M. Trudeau a comparé cette situation à celle de la Chine qui cache les mauvais traitements qu'elle inflige aux Ouïghours et à d'autres groupes musulmans au Turkestan oriental, tout en refusant de reconnaître la nature problématique de ses actions⁷⁴. Plus récemment, en décembre 2021, le Canada a également annoncé qu'il procéderait à un boycottage diplomatique des Jeux olympiques d'hiver de 2022 à Pékin⁷⁵.

En ce qui concerne son approche plus hésitante, après s'être abstenus lors du vote parlementaire de février 2021 visant à reconnaître le génocide ouïghour, M. Trudeau et son gouvernement ont offert en juillet 2021 une réponse officielle⁷⁶ aux recommandations politiques contenues dans le rapport parlementaire sur *La situation des droits de la personne du peuple ouïghour dans la province du Xinjiang, en Chine*. En l'occurrence, le gouvernement canadien semble se contenter de présenter les efforts et les politiques préexistants comme la meilleure option disponible, tout en refusant à plusieurs reprises d'adopter des mesures nouvelles ou plus agressives. Par exemple, le gouvernement a répondu positivement aux recommandations concernant les actions largement symboliques à entreprendre, telles que se joindre aux alliés dans les condamnations de la Chine, en énumérant les déclarations et les votes précédents aux Nations Unies qui n'ont eu que peu ou pas d'incidence sur la campagne anti-ouïghoure en cours en Chine. En revanche, en réponse aux recommandations de renforcer l'application de l'interdiction d'Affaires mondiales Canada d'importer des produits dont la chaîne d'approvisionnement implique le travail forcé des Ouïghours, le gouvernement a exprimé sa préférence pour une approche plus souple fondée sur des solutions, plutôt que pour des « mesures punitives musclées » visant à tenir les entreprises légalement responsables des biens qu'elles produisent et importent au Canada. Cette approche plus proactive obligerait les entreprises à enquêter elles-mêmes sur leurs chaînes d'approvisionnement pour s'assurer qu'elles sont exemptes de travail forcé, comme c'est le cas avec la Uyghur Forced Labor Prevention Act (loi américaine sur la prévention du travail forcé chez les Ouïghours), qui a été récemment promulguée en décembre 2021⁷⁷.

En l'occurrence, le gouvernement canadien semble se contenter de présenter les efforts et les politiques préexistants comme la meilleure option disponible, tout en refusant à plusieurs reprises d'adopter des mesures nouvelles ou plus agressives.

Jusqu'à présent, un an après l'annonce de l'interdiction par Affaires mondiales Canada, un seul cas d'application de cette interdiction a été mis en lumière, l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) ayant annoncé en novembre 2021 qu'elle avait récemment saisi une cargaison de vêtements pour femmes et enfants⁷⁸. L'annonce de l'ASFC est survenue peu après que le Projet de défense des droits des Ouïghours se soit vu accorder le statut d'intervenant en septembre 2021 par la Cour fédérale du Canada dans le cadre d'une affaire juridique en cours contre l'ASFC pour avoir

⁷⁵ <https://www.ctvnews.ca/politics/canada-announces-diplomatic-boycott-of-beijing-olympics-athletes-will-still-compete-1.5698625>

⁷⁶ [https://www.ourcommons.ca/content/Committee/432/FAAE/GovResponse/RP11458678/432_FAAE_Rpt04_GR/GR-Uyghurs%20\(FAAE-SDIR\)%20FR.pdf](https://www.ourcommons.ca/content/Committee/432/FAAE/GovResponse/RP11458678/432_FAAE_Rpt04_GR/GR-Uyghurs%20(FAAE-SDIR)%20FR.pdf)

⁷⁷

⁷⁸ <https://www.ctvnews.ca/canada/canadian-officials-seize-clothing-made-with-forced-labour-in-china-1.5669660>



omis d'imposer aux importateurs l'inversion du fardeau de la preuve que les biens entrant au Canada en provenance du Turkestan oriental ne sont pas produits en recourant au travail forcé des Ouïghours⁷⁹. Le Canada a importé pour 76,4 milliards de dollars de marchandises en provenance de Chine en 2020⁸⁰. La cargaison saisie par l'ASFC ne représente donc que la pointe de l'iceberg en ce qui concerne les produits chinois importés au Canada dont les chaînes d'approvisionnement impliquent des violations des droits de la personne et le recours au travail forcé des Ouïghours. Une enquête menée en octobre 2021 par CBC Marketplace, à laquelle le Projet de défense des droits des Ouïghours a participé, a par exemple révélé que divers produits à base de tomates (pâtes, sauces, ketchups) vendus dans les épiceries canadiennes par des sociétés telles que Nestlé, Del Monte et Unilever, étaient produits à partir de tomates récoltées par le travail forcé d'Ouïghours au Turkestan oriental⁸¹.

L'annonce de l'ASFC est intervenue peu de temps après que le Projet de défense des droits des Ouïghours se soit vu accorder le statut d'intervenant en septembre 2021 par le procureur général du Canada dans le cadre d'une affaire juridique en cours contre l'ASFC.

D'autres questions ont jeté le doute sur la capacité et la volonté du Canada de confronter la Chine au sujet du génocide ouïghour et de son traitement des Canadiens d'origine ouïghoure. À la suite de l'utilisation par la Chine de la « diplomatie de l'otage⁸² » avec les arrestations arbitraires de Michael Spavor et de Michael Kovring en 2018 en réponse à la détention par le Canada d'un haut cadre chinois de Huawei, Meng Wanzhou (孟晚舟), en vue de son extradition vers les États-Unis⁸³, près de trois ans se sont écoulés avant que M. Spavor et M. Kovring ne soient libérés en septembre 2021⁸⁴. Notamment, cet « échange de prisonniers » informel entre le Canada et la Chine n'a pas inclus le retour de Huseyin Celil, un Canadien d'origine ouïghoure et ancien citoyen chinois qui est détenu en Chine depuis 2006 à la suite de son arrestation lors d'une visite à sa famille en Ouzbékistan.

⁷⁹ <https://www.thestar.com/politics/federal/2021/10/20/are-chinese-goods-made-by-the-forced-labour-of-uyghurs-being-imported-into-canada.html>

⁸⁰ <https://www.ualberta.ca/china-institute/research/analysis-briefs/2021/canada-china-2020-yearinreview.html>

⁸¹ <https://www.cbc.ca/news/canada/marketplace-tomato-products-investigation-1.6227359>

⁸² <https://theconversation.com/meng-and-the-two-michaels-why-chinas-hostage-diplomacy-failed-168739>
[TRADUCTION]

⁸³ <https://www.cnn.com/2018/12/05/tech/huawei-cfo-arrested-canada/index.html>

⁸⁴ <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-huaweis-meng-to-resolve-fraud-case-in-plea-deal-that-does-not-include/>

RECOGNIZE CEIL

Huseyin Celil ▾ Uyghur Crisis ▾ Summaries ▾ How You Can Help ▾

RECOGNIZE HUSEYIN CELIL

AND REUNITE HUSEYIN WITH HIS WIFE AND FOUR CHILDREN IN CANADA

Huseyin Celil's heartbreaking story is the epitome of the Uyghur struggle and crisis. Huseyin is a Canadian who has advocated for the Uyghur community long before the international community realized the persecution that is currently happening. Huseyin has been detained in China since 2006 – simply because he is a Uyghur.

#RecognizeCeil

[LEARN MORE ABOUT HUSEYIN](#)

Reconnaître Huseyin Celil : <https://www.recognizecelil.com/>

L'arrestation de M. Celil, sur la base d'accusations non fondées liées au terrorisme, a été suivie d'une condamnation lors d'un simulacre de procès en 2007, auquel les agents consulaires canadiens n'ont pas eu accès⁸⁵. L'emprisonnement à vie de M. Celil par la Chine est en totale contradiction avec sa propre loi sur la nationalité⁸⁶, qui précise que la Chine ne reconnaît pas la double nationalité à ses citoyens et que tout citoyen chinois qui acquiert une nationalité étrangère dans un nouveau pays perd automatiquement sa citoyenneté chinoise. Bien que M. Celil ait acquis la citoyenneté canadienne et renoncé à sa citoyenneté chinoise conformément à la loi sur la nationalité en 2005 avant sa visite en Ouzbékistan, la Chine a refusé de le libérer, d'abord en empêchant les agents consulaires de le voir, puis en supprimant les visites familiales semestrielles⁸⁷. Sans nouvelles de son état de santé après 16 ans d'emprisonnement, sans communication directe depuis 2016⁸⁸, et sans savoir s'il est encore en vie, la femme de M. Celil, Kamila Talendibaeva, a décrit l'incertitude permanente dans laquelle elle vit au sujet de son mari comme une « torture 24 heures sur 24, 7 jours sur 7⁸⁹ ». Elle a dû élever seule leurs quatre enfants, qui ont eux-mêmes injustement dû grandir sans leur père. Mme Talendibaeva a critiqué l'apparente indifférence et le manque d'attention du Parti libéral au pouvoir à l'égard du cas de son mari après la libération de M. Spavor et M. Kovrig⁹⁰, mettant ainsi en doute les affirmations du gouvernement selon lesquelles son cas était de la plus haute importance pour le Canada⁹¹.

⁸⁵ <https://recognizecelil.com/who-is-huseyin-celil/>

⁸⁶ <https://www.mfa.gov.cn/ce/ceus//eng/ywzn/lsw/vpna/faq/t710012.htm>

⁸⁷ <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/as-ottawa-fumbled-huseyin-celil-languished-in-chinas-court-system/article4171496/>

⁸⁸ <https://www.thestar.com/news/canada/2019/11/25/leak-of-china-documents-raises-questions-about-imprisoned-canadian-huseyin-celil.html>

⁸⁹ <https://www.urap.ca/wp-content/uploads/2021/05/Uyghur-Family-Destruction.pdf> [TRADUCTION]

⁹⁰ <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-no-more-excuses-canada-bring-my-husband-huseyin-celil-home/>

⁹¹ [https://www.ourcommons.ca/content/Committee/432/FAAE/GovResponse/RP11458678/432_FAAE_Rpt04_GR/GR-Uyghurs%20\(FAAE-SDIR\)%20FR.pdf](https://www.ourcommons.ca/content/Committee/432/FAAE/GovResponse/RP11458678/432_FAAE_Rpt04_GR/GR-Uyghurs%20(FAAE-SDIR)%20FR.pdf)



Bien que M. Celil ait acquis la citoyenneté canadienne et renoncé à sa citoyenneté chinoise conformément à la loi sur la nationalité en 2005 avant sa visite en Ouzbékistan, la Chine a refusé de le libérer, d’abord en empêchant les agents consulaires de le voir, puis en supprimant les visites familiales semestrielles⁸⁷.



L'ingérence de la Chine dans les affaires intérieures du Canada

L'ingérence croissante de la Chine dans les affaires intérieures du Canada est un autre aspect de la relation entre les deux pays qui mérite d'être souligné, car il touche à la campagne d'influence de la Chine visant à étouffer toute critique contre la RPC, y compris le génocide ouïghour. La récente campagne électorale fédérale au Canada, qui a débuté en août 2021, illustre peut-être le mieux cette question. Contrairement au programme du Parti libéral, qui adoptait un ton vague à l'égard de la Chine sans mentionner une seule fois la question ouïghour⁹², le programme du Parti conservateur du Canada⁹³ présentait la Chine comme une puissance croissante dont le Canada devrait se détourner, tant sur le plan économique que politique, tout en abordant explicitement la question ouïghour en promettant de reconnaître le génocide en Chine s'il est élu et d'interdire les importations produites à partir du travail forcé des Ouïghours. En réponse à cette position plus agressive, le *Global Times*, un tabloïd appartenant au PCC, a publié un article en anglais pendant la campagne électorale, citant un expert chinois en politique étrangère qui avertissait que les politiques du Parti conservateur, si elles étaient promulguées, feraient l'objet d'une « forte riposte » de la part de la Chine, et que c'est finalement Ottawa qui en souffrirait⁹⁴. Cette ingérence plus manifeste dans les élections canadiennes s'est accompagnée d'efforts soutenus par le PCC pour faire échouer la réélection d'au moins deux députés de la Colombie-Britannique (Jenny Kwan – NPD⁹⁵ [réélue] et Kenny Chiu – Parti conservateur⁹⁶ [battu]) qui avaient précédemment exprimé des critiques à l'égard de la Chine, notamment en s'opposant à la répression génocidaire des Ouïghours par la Chine. Dans les mois précédant l'élection, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) avait mis en garde contre ce risque d'ingérence⁹⁷.

L'ingérence croissante de la Chine dans les affaires intérieures du Canada est un autre aspect de la relation entre les deux pays qui mérite d'être souligné, car il touche à la campagne d'influence de la Chine visant à étouffer toute critique de la RPC, y compris le génocide ouïghour.

Ailleurs, un rapport publié en mai 2021 par l'Alliance Canada-Hong Kong⁹⁸ a révélé que « les autorités chinoises s'ingèrent activement dans les systèmes politiques des pays libéraux démocratiques pour faire évoluer les environnements politiques vers des politiciens et des politiques favorables à la Chine » [TRADUCTION]. Dans le cas du Canada, la campagne d'ingérence et d'influence de l'État chinois se fait par divers moyens, notamment par la surveillance et l'intimidation de la diaspora et des communautés dissidentes, comme les Ouïghours, afin d'étouffer tout examen du PCC. Les conclusions du rapport concernant l'ingérence de l'État chinois et le risque associé qu'elle représente pour le Canada sont largement reflétées dans les déclarations et les rapports de la communauté de la sécurité et du renseignement du Canada. Un rapport du Comité des

⁹² <https://liberal.ca/wp-content/uploads/sites/292/2021/09/Plateforme-Avancons-ensemble.pdf>

⁹³ <https://cpcassets.conservative.ca/wp-content/uploads/2021/09/08200647/56e6b8ac5a32819.pdf>

⁹⁴ <https://www.globaltimes.cn/page/202109/1233869.shtml>

⁹⁵ <https://vancouver.sun.com/news/politics/election-2021/daphne-bramham-is-china-interfering-in-the-canadian-election>

⁹⁶ <https://www.msn.com/en-ca/news/other/glavin-china-s-interference-in-canada-s-election-doesn-t-seem-to-faze-the-liberals/ar-AAOtFd6>

⁹⁷ <https://www.cbc.ca/news/politics/csis-foreign-interference-1.6112986>

⁹⁸ https://alliancecanadahk.com/wp-content/uploads/2021/05/ACHK_InPlainSight.pdf



parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (CPSNR), publié en 2020⁹⁹, a mis en garde contre le fait que, contrairement à nombre de ses alliés occidentaux dans le domaine du renseignement, Ottawa n'a pas réussi à répondre à l'ingérence de l'État chinois par de solides contre-mesures. Le SCRS s'est fait l'écho de ces conclusions en 2021¹⁰⁰.

Dans le cas du Canada, la campagne d'ingérence et d'influence de l'État chinois se fait par divers moyens, notamment la surveillance et l'intimidation de la diaspora et des communautés dissidentes, comme les Ouïghours, afin d'étouffer tout examen du PCC.

Compte tenu de la diplomatie de l'État chinois en matière d'otages, de son refus persistant de libérer Huseyin Celil et de son ingérence croissante dans les affaires intérieures du Canada, la forme que prendra la stratégie du Canada à l'égard de la Chine reste floue. En septembre 2021, l'ambassadeur du Canada en Chine, Dominic Barton, a décrit de manière inquiétante la Chine comme une possibilité commerciale attendant d'être saisie par les entreprises canadiennes, alors qu'il était en pleine négociation pour libérer M. Spavor et M. Kovrig¹⁰¹; cette déclaration a été condamnée à l'époque par le Projet de défense des droits des Ouïghours¹⁰². En novembre 2021, M. Barton a réitéré sa déclaration à courte vue en affirmant que « le "principal sujet de discorde" qui empoisonne les relations entre le Canada et la Chine a été résolu et que des jours plus ensoleillés s'annoncent entre les deux pays¹⁰³ ». Ce point de vue axé sur les affaires, qui reflète selon de nombreuses personnes l'accent mis par le Parti libéral sur les possibilités économiques et l'intégration par rapport à la RPC, est de plus en plus remis en question, étant donné le génocide commis par le gouvernement chinois ainsi que ses opérations de diplomatie des otages et d'ingérence étrangère¹⁰⁴. On ne sait pas non plus pour l'instant si le prochain ambassadeur du Canada en Chine aura moins de liens commerciaux préexistants avec la Chine que M. Barton¹⁰⁵.

Compte tenu de la diplomatie de l'État chinois en matière d'otages, de son refus persistant de libérer Huseyin Celil et de son ingérence croissante dans les affaires intérieures du Canada, la forme que prendra la stratégie du Canada à l'égard de la Chine reste floue.

Les alliés les plus proches du Canada semblent impatients de savoir si le Canada est prêt à adopter une approche plus agressive à l'égard de la Chine, notamment en se joignant à ses partenaires du Groupe des cinq pour interdire à Huawei l'accès à son réseau 5 G¹⁰⁶. Jusqu'à présent,

⁹⁹ https://www.nsicop-cpsnr.ca/reports/rp-2020-03-12-ar/annual_report_2019_public_fr.pdf

¹⁰⁰ <https://www.cbc.ca/news/politics/csis-trudeau-china-media-1.6270750>

¹⁰¹ <https://nationalpost.com/news/canada/canadas-ambassador-to-beijing-urges-businesses-to-seize-opportunities-in-a-rising-china>

¹⁰² <https://www.urap.ca/uyghur-rights-advocacy-project-urap-statement-regarding-to-the-recent-remarks-of-the-canadian-ambassador-to-the-peoples-republic-of-china/>

¹⁰³ <https://nationalpost.com/news/politics/major-issue-in-china-relations-resolved-canada-envoy-says-but-experts-urge-caution> [TRADUCTION]

¹⁰⁴ <https://nationalpost.com/news/politics/stop-pussyfooting-around-canada-now-free-to-develop-unambiguous-policy-toward-china-experts-say>; <https://www.cbc.ca/news/politics/canada-china-tougher-stance-1.6207251>; <https://www.theglobeandmail.com/opinion/editorials/article-the-two-michaels-are-free-but-this-is-only-the-beginning-of-canadas/>; <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-will-we-be-firmer-with-china-now-that-the-two-michaels-are-free-dont/>

¹⁰⁵ <https://ipolitics.ca/2021/12/23/dominic-barton-and-the-art-of-reputation-washing/>

¹⁰⁶ <https://nationalpost.com/news/politics/stop-pussyfooting-around-canada-now-free-to-develop-unambiguous-policy>



le gouvernement canadien a répondu à ces préoccupations par une vague déclaration selon laquelle le Canada ne peut pas « revenir simplement à la normale » en ce qui concerne la Chine, et en indiquant une nouvelle politique tout aussi vague axée sur le défi que pose la Chine, la concurrence qu'elle offre, ainsi que la coopération et la coexistence qu'elle propose, selon la question en jeu¹⁰⁷. Un sondage réalisé au lendemain de la libération de M. Spavor et M. Kovrig a révélé que les Canadiens ont une opinion de plus en plus dure et négative au sujet de l'État chinois et du potentiel d'approfondissement des relations commerciales du Canada avec la Chine¹⁰⁸.

La campagne mondiale de harcèlement et de répression contre la diaspora ouïghoure

Les efforts déployés par le gouvernement chinois dans le monde entier pour réduire au silence et intimider la diaspora ouïghoure sont désormais bien documentés. Le Uyghur Human Rights Project, par exemple, a conclu que « le régime chinois met en œuvre une politique systématique, ambitieuse, pluriannuelle, dotée de ressources importantes, implacable et cruelle pour infliger de la douleur et de la souffrance aux Ouïghours à l'étranger », notamment en intimidant et en réduisant au silence les Ouïghours résidant aux États-Unis¹⁰⁹. De même, Amnesty internationale a constaté le même modèle de répression et de harcèlement après avoir interrogé des dizaines d'Ouïghours résidant dans 22 pays, répartis sur cinq continents¹¹⁰. La campagne de répression de l'État chinois est principalement menée par son appareil sécuritaire et militaire, notamment le ministère de la Sécurité d'État, le ministère de la Sécurité publique et l'Armée populaire de libération¹¹¹. Bien qu'elle remonte aux années 1990, la campagne anti-ouïghoure du gouvernement chinois s'est intensifiée depuis 2014 avec l'adoption par la Chine de sa première loi antiterroriste, et encore plus depuis 2017¹¹².

Les efforts déployés par le gouvernement chinois dans le monde entier pour réduire au silence et intimider la diaspora ouïghoure sont désormais bien documentés.

Bien que d'envergure mondiale, l'approche du PCC diffère généralement selon que les Ouïghours de la diaspora résident dans des États démocratiques ou autoritaires, ainsi que selon la nature des relations de ces pays avec le gouvernement chinois. Par exemple, une analyse récente a compilé plus de 1 500 cas d'Ouïghours résidant dans des États autoritaires du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Asie du Sud, qui ont été détenus dans leur pays d'accueil depuis les années 1990. Près de 400 de ces Ouïghours, qui avaient cherché refuge à l'étranger, risquent d'être expulsés, extradés et remis à la Chine, à la suite de demandes adressées par le gouvernement chinois à ces pays d'accueil. Cela s'est avéré être particulièrement le cas pour les pays ayant des « liens

toward-china-experts-say

¹⁰⁷ <https://nationalpost.com/news/politics/major-issue-in-china-relations-resolved-canada-envoy-says-but-experts-urge-caution>

¹⁰⁸ <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-poll-shows-hardening-position-on-china-among-canadians/>

¹⁰⁹ https://docs.uhrp.org/pdf/UHRP_RepressionAcrossBorders.pdf [TRADUCTION]

¹¹⁰ <https://www.amnesty.org/en/latest/research/2020/02/china-uyghurs-abroad-living-in-fear/>

¹¹¹ https://freedomhouse.org/sites/default/files/2021-02/Complete_FH_TransnationalRepressionReport2021_rev020221.pdf

¹¹² https://oxussociety.org/wp-content/uploads/2021/06/transnational-repression_final_2021-06-24-1.pdf



Par exemple, une analyse récente a compilé plus de 1 500 cas d'Ouïghours résidant dans des États autoritaires du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Asie du Sud, qui ont été détenus dans leur pays d'accueil depuis les années 1990.

politiques et économiques étroits avec la RPC¹¹³ ».

Pour leur part, si les Ouïghours résidant dans les démocraties libérales ne sont pas confrontés à la même menace d'être détenus et renvoyés de force en Chine, ils n'en demeurent pas moins l'objet d'un harcèlement et d'une répression persistants de la part du gouvernement chinois. Résider en Europe ou en Amérique du Nord, par exemple, ne confère pas la liberté ou la protection contre la campagne du PCC, qui a pour effet

Notamment, étant donné que les Ouïghours visés résident à l'étranger et ne peuvent pas toujours être ciblés directement, l'État chinois cible plutôt, ou menace de cibler davantage, les membres de leur famille résidant encore en Chine, soit par l'emprisonnement, soit par diverses formes de harcèlement et d'intimidation, afin de contraindre et de faire pression sur les Ouïghours exilés pour qu'ils rentrent « chez eux » en Chine ou, au minimum, qu'ils mettent fin à leur activisme contre le PCC dans le pays où ils résident maintenant¹¹⁵.

« d'éroder les normes juridiques et de défier les droits constitutionnels de nombreux Ouïghours vivant dans des démocraties libérales¹¹⁴ ». Un aspect important de l'approche globale de Beijing en matière de répression des diasporas se reflète dans le concept de *coercition par procuration*. Notamment, étant donné que les Ouïghours visés résident à l'étranger et ne peuvent pas toujours être ciblés directement, l'État chinois cible plutôt, ou menace de cibler davantage, les membres de leur famille résidant encore en Chine, soit par l'emprisonnement, soit par diverses formes de harcèlement et d'intimidation, afin de contraindre et de faire pression sur les Ouïghours exilés pour qu'ils rentrent « chez eux » en Chine ou, au minimum, qu'ils mettent fin à leur activisme contre le PCC dans le pays où ils résident maintenant¹¹⁵. Alors que la campagne de l'État chinois semblait autrefois viser principalement les militants ouïghours, elle cible de plus en plus l'ensemble du groupe ethnique comme une forme de punition collective¹¹⁶.

¹¹³ https://oxussociety.org/wp-content/uploads/2021/06/transnational-repression_final_2021-06-24-1.pdf;
<https://www.amnesty.ca/sites/amnesty/files/Canadian%20Coalition%20on%20Human%20Rights%20in%20China%20-%20Harassment%20Report%20Update%20-%20Final%20Version.pdf> [TRADUCTION]

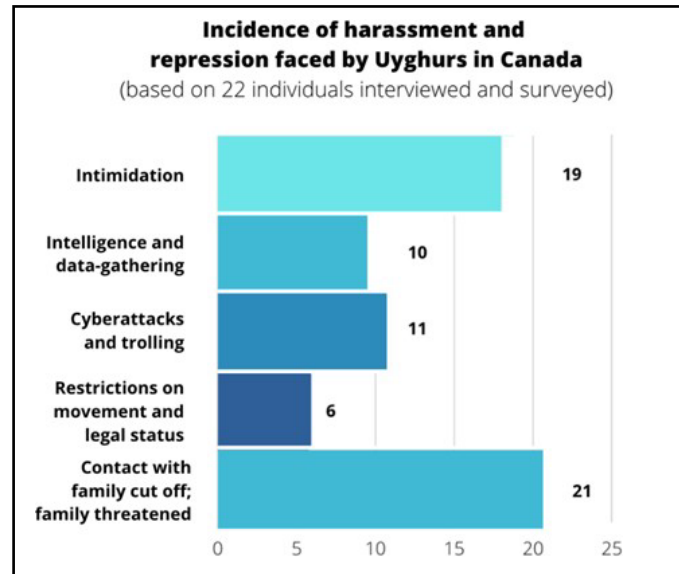
¹¹⁴ <https://uhrp.org/wp-content/uploads/2021/11/UHRP-Your-Family-Will-Suffer-Report.pdf>;

¹¹⁵ https://oxussociety.org/wp-content/uploads/2021/06/transnational-repression_final_2021-06-24-1.pdf;
<https://www.nytimes.com/2021/07/27/world/asia/xinjiang-china-crackdown.html>

¹¹⁶ <https://uhrp.org/wp-content/uploads/2021/11/UHRP-Your-Family-Will-Suffer-Report.pdf>



De nombreuses¹¹⁷ ONG¹¹⁸ et des reportages¹¹⁹ ont mis en évidence l'éventail des tactiques qui forment la campagne de répression du PCC contre les Ouïghours résidant dans les démocraties libérales. Prises ensemble, elles représentent un large éventail de techniques visant à briser tout sentiment potentiel de paix, de liberté ou de sécurité dont la diaspora ouïghoure pourrait jouir dans leurs nouveaux pays de résidence. La section suivante détaille ces formes de harcèlement et de répression toujours en cours en se servant de cas canadiens survenus principalement au cours des cinq dernières années, recueillis au cours des entretiens menés dans le cadre ce rapport, et regroupés en cinq catégories générales qui se recoupent parfois :



- (1) Intimidation;
- (2) Renseignement, collecte de données et recrutement d'informateurs;
- (3) Cyberattaques et trollage en ligne;
- (4) Restrictions à la circulation et aux déplacements;
- (5) Interruption des communications avec les membres de la famille au Turkestan oriental ou menaces à l'encontre de ces derniers.

Ces incidents répressifs au Canada correspondent étroitement à ceux qui se produisent dans d'autres démocraties libérales telles que les États-Unis, comme le montrent de nombreux rapports cités.

¹¹⁷ https://docs.uhrp.org/pdf/UHRP_RepressionAcrossBorders.pdf

¹¹⁸ <https://www.amnesty.org/en/latest/research/2020/02/china-uyghurs-abroad-living-in-fear/>

¹¹⁹ <https://www.economist.com/1843/2020/10/15/if-i-speak-out-they-will-torture-my-family-voices-of-uyghurs-in-exile>



La campagne de harcèlement des Ouïghours menée par le gouvernement chinois au Canada

1. Intimidation

Les précédents rapports^{120, 121} ainsi que les entretiens menés par le Projet de défense des droits des Ouïghours ont révélé les principales formes d'intimidation auxquelles sont confrontés les Ouïghours au Canada : appels à retourner chez eux, appels téléphoniques automatisés récurrents et menaces directes souvent associés à des restrictions intentionnelles de la liberté d'expression. Sur les 22 Ouïghours au Canada que nous avons interrogés en profondeur, 19 ont raconté au Projet de défense des droits des Ouïghours avoir été soumis à au moins une de ces formes d'intimidation.

Sur les 22 Ouïghours au Canada que nous avons interrogés en profondeur, 19 ont raconté au Projet de défense des droits des Ouïghours avoir été soumis à au moins une de ces formes d'intimidation.

Appels pour rentrer au pays : Les Ouïghours ayant fui la Chine pour s'installer dans de nouveaux pays d'accueil ont été agressivement implorés de retourner en Chine, où ils risquent d'être interrogés et emprisonnés. En septembre 2016, Arzu* (pseudonyme) et son ancien mari, résidents ouïghours du Turkestan oriental, ont été arrêtés, emmenés pour être interrogés et accusés par des fonctionnaires chinois d'avoir visité un site Web « interdit » bloqué à l'aide d'un réseau privé virtuel (VPN). « Les accusations ont été inventées, se souvient Arzu. Je crois que la véritable raison pour laquelle nous avons été arrêtés était liée à l'entreprise de mon mari, qui faisait la promotion de la langue ouïghoure. » Alors qu'Arzu a été détenue toute la nuit, son mari de l'époque a été détenu pendant trois jours et privé de nourriture et d'eau. À leur libération, un responsable de la sécurité qu'ils connaissaient les a avertis que s'ils ne quittaient pas la Chine immédiatement, ils ne pourraient jamais le faire. Ils ont fui aux États-Unis deux jours plus tard, laissant derrière eux la plupart de leurs biens, Arzu s'étant ensuite installée au Canada en septembre 2017 et ayant demandé l'asile. À partir de la mi-août 2021, Arzu a commencé à recevoir des messages sur WeChat, une application chinoise de médias sociaux et de messagerie, de la part d'un fonctionnaire chinois se faisant passer pour sa sœur. Une semaine plus tard, lors d'un appel vidéo, après une brève discussion avec ses parents qui répétaient comme un perroquet des slogans pro-PCC et semblaient parler sous la contrainte, un représentant de l'État chinois a pris le relais. Après avoir demandé des renseignements détaillés sur l'emplacement actuel et la vie personnelle d'Arzu, le fonctionnaire a délivré un message. « On m'a dit que si je ne rentrais pas en Chine, je ne reverrais jamais mes parents, car ils allaient bientôt mourir », raconte Arzu. On m'a prévenue qu'ils étaient en mauvaise santé. » Malgré le fait qu'ils étaient en bonne santé la dernière fois qu'elle les avait vus, Arzu a pu constater lors de l'appel vidéo que son père ne pouvait plus marcher. Étant donné que les autorités chinoises savaient probablement qu'elle ne rentrerait pas, Arzu pense que l'appel à rentrer chez elle était un message l'invitant à garder le silence sur sa connaissance intime de la campagne chinoise contre les Ouïghours. Après cet appel, Arzu dit se sentir en danger et menacée, et s'inquiète de la sécurité de

« On m'a dit que si je ne rentrais pas en Chine, je ne reverrais jamais mes parents, car ils allaient bientôt mourir », raconte Arzu.

¹²⁰ https://docs.uhrp.org/pdf/UHRP_RepressionAcrossBorders.pdf

¹²¹ <https://www.amnesty.org/en/latest/research/2020/02/china-uyghurs-abroad-living-in-fear/>



sa famille au Turkestan oriental. Elle n'est plus capable de communiquer ou de converser ouvertement avec eux.

Appels automatisés : Au cours des entretiens et dans les résultats de l'enquête, les Ouïghours du Canada ont déclaré à plusieurs reprises avoir reçu des appels téléphoniques automatisés visant à les attirer soit à l'ambassade de Chine à Ottawa, soit à un consulat chinois dans leur ville. Ces appels automatisés répètent un message indiquant qu'un document ou un colis important attend d'être récupéré par eux au bâtiment de l'État chinois¹²². Bien que l'origine exacte des appels ne soit pas claire, les personnes interrogées ont indiqué que les messages enregistrés étaient en mandarin. Le Projet de défense des droits des Ouïghours a pu écouter un échantillon de 19 de ces appels automatisés, enregistrés entre 2018 et 2020. Les messages étaient délivrés par une voix féminine et duraient entre 15 secondes et une minute. Bien qu'aucun des Ouïghours avec lesquels le Projet de défense des droits des Ouïghours s'est entretenu n'ait déclaré s'être rendu dans un bâtiment de l'État chinois à la suite de ces appels automatisés, ceux qui ont donné suite ont indiqué que les numéros que le message enregistré leur demandait de rappeler étaient ceux de l'ambassade de Chine ou de l'un de ses consulats. Lorsqu'une personne répondait à leurs appels, on leur raccrochait au nez ou on les informait de manière évasive que l'ambassade ou le consulat n'avait pas passé l'appel initial.

Bien que l'origine exacte des appels ne soit pas claire, les personnes interrogées ont indiqué que les messages enregistrés étaient en mandarin.

Ces appels téléphoniques automatisés rappellent aux Ouïghours, et en particulier aux militants, que même au Canada, l'État chinois les surveille et attend d'eux qu'ils gardent le silence. Nuriyem Abla, une habitante de London, en Ontario, a fait remarquer au Projet de défense des droits des Ouïghours qu'elle et son mari avaient commencé à recevoir des appels automatisés fin 2018, seulement après qu'elle ait publié des témoignages vidéo sur les médias sociaux concernant sa sœur et son beau-frère, qui sont arbitrairement emprisonnés en Chine, ainsi que sa sœur aînée, qui est morte dans un camp de concentration chinois en juin 2018 dans des circonstances qui ont été cachées à sa famille. La fréquence de ces appels automatisés s'est également accrue en 2021, juste avant et après qu'elle a présenté un témoignage détaillé concernant ses parents disparus au tribunal ouïghour basé au Royaume-Uni. De même, dans le cas d'Abdughapur Abdilimit, un Ouïghour qui réside à Montréal et est arrivé au Canada en 2008, il a signalé que la fréquence des appels automatisés qu'il recevait correspondait aux périodes où les Ouïghours organisaient des manifestations contre le PCC. Dans son cas, il a découvert par la suite que son numéro de téléphone canadien avait été fourni aux responsables de la sécurité chinois par ses proches au Turkestan oriental, qui avaient été contraints de le fournir sous la contrainte.

Dans son cas, il a découvert par la suite que son numéro de téléphone canadien avait été fourni aux responsables de la sécurité chinois par ses proches au Turkestan oriental, qui avaient été contraints de le fournir sous la contrainte.

Menaces directes et restrictions de la liberté d'expression : Les Ouïghours qui dénoncent les activités anti-ouïghoures de l'État chinois ont été victimes d'intimidations physiques et verbales ainsi que de menaces de représailles à l'encontre de leur famille. Comme de nombreux Ouïghours avec lesquels le Projet de défense des droits des Ouïghours s'est entretenu (voir la section 5 plus loin dans

¹²² <https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/desautels-le-dimanche/segments/reportage/152518/les-ouighours-de-montreal-sous-pression-frank-desoer>

ce rapport), Turnisa Matsedik-Qira, une infirmière et militante qui réside à Vancouver et a déménagé au Canada en 2006, a indiqué que si elle avait auparavant pu communiquer avec sa famille au Turkestan oriental, les communications ont été soudainement interrompues à la fin 2017. Dans son cas, elle a été soudainement supprimée d'un groupe WeChat regroupant ses proches en Chine et d'un autre groupe composé de ses amis. Au cours des quatre années qui ont suivi, elle n'a pas pu rétablir la moindre communication. « Ils ne répondent plus à mes appels », s'inquiète-t-elle. En réponse à l'absence inquiétante de communication avec sa famille, le niveau d'activisme déjà considérable de Matsedik-Qira a augmenté : elle a prononcé des discours sur le génocide ouïghour au Canada et aux États-Unis, organisé des événements de sensibilisation du public et des campagnes de boycottage et, surtout, elle a manifesté devant le consulat chinois de Vancouver presque toutes les semaines. Ces activités, légalement protégées par la *Charte canadienne des droits et libertés*, ne sont pas passées inaperçues auprès du gouvernement chinois.



Dans son cas, elle a été soudainement supprimée d'un groupe WeChat regroupant ses proches en Chine et d'un autre groupe composé de ses amis. Au cours des quatre années qui ont suivi, elle n'a pas pu rétablir la moindre communication.

Mme Turnisa Matsedik-Qira, Vancouver, novembre 2021/Projet de défense des droits des Ouïghours

Lorsque Turnisa proteste devant le consulat, elle remarque que des personnes s'approchent souvent d'elle, l'injurient et lui disent de s'éloigner et de partir. Elle soupçonne ces personnes d'être des employés du consulat ou des personnes contactées par le consulat pour venir la confronter. En outre, en septembre 2019, Turnisa a protesté contre un discours prononcé par le chef du consulat chinois devant la galerie d'art de Vancouver (Vancouver Art Gallery). Tenant une pancarte avec un message dénonçant le traitement des Ouïghours par la Chine, elle a été informée par plusieurs participants chinois au discours qu'elle n'était pas la bienvenue. Peu de temps après, elle a reçu un appel d'un homme qui l'a avertie en mandarin de ne pas aller trop loin, qu'elle devait penser à sa famille en Chine. Incertaine de l'identité de l'appelant, Turnisa s'est sentie intimidée et extrêmement inquiète. Elle craignait en particulier les choses innommables que les autorités chinoises pourraient faire à sa famille au Turkestan oriental. Ses pires craintes ont été confirmées à la fin du mois d'août 2021, lorsqu'elle a reçu la nouvelle déchirante que son frère Omarjan Mastedik, père de deux enfants, âgé d'une quarantaine d'années, qu'elle décrit comme la personne la plus gentille qu'elle ait jamais connue, était mort dans un camp de concentration chinois¹²³. Incapable

Elle a été informée par plusieurs participants chinois au discours qu'elle n'était pas la bienvenue. Peu de temps après, elle a reçu un appel d'un homme qui l'a avertie en mandarin de ne pas aller trop loin, qu'elle devait penser à sa famille en Chine.

¹²³ <https://campaignforuyghurs.org/cfu-mourns-the-death-of-omarjan-matsedik-in-ccp-camps/>



de le confirmer directement auprès de sa famille, M^{me} Matsedik-Qira a été informée de son décès par une tierce personne, qui a ajouté qu'Omarjan était décédé pendant une dialyse rénale, ce qui, compte tenu de sa formation médicale, lui semblait hautement improbable. « Mon frère était en très bonne santé avant sa détention par le gouvernement chinois. Il ne m'a jamais dit qu'il avait des problèmes de santé lorsque je pouvais encore lui parler », ajoute-t-elle. Turnisa pense que la mort de son frère est une punition pour son activisme de longue date. Elle est également certaine que le gouvernement chinois est conscient de la difficulté pour les Ouïghours de vivre leur vie sous l'incroyable poids psychologique d'être coupés de leur famille alors qu'un génocide est en cours. « Cette torture psychologique est intentionnelle et interminable. Le gouvernement chinois joue avec l'esprit des Ouïghours. » De nombreux Ouïghours au Canada avec lesquels le Projet de défense des droits des Ouïghours s'est entretenu de même que ceux interrogés dans le cadre de projets de recherche antérieurs¹²⁴, ont également indiqué qu'ils souffraient psychologiquement, en raison des expériences traumatisantes vécues en Chine et de l'emprisonnement de leur famille au Turkestan oriental, décrivant une souffrance presque globale à laquelle ils ne pouvaient échapper.

« Cette torture psychologique est intentionnelle et interminable. Le gouvernement chinois joue avec l'esprit des Ouïghours. »

Parmi les cas déjà signalés des efforts du gouvernement chinois pour étouffer la liberté d'expression des Ouïghours au Canada, on peut citer les fonctionnaires du consulat de Chine à Montréal qui ont communiqué avec l'université et des organisateurs d'événements dans une tentative infructueuse de bloquer un discours prévu en mars 2019 par Dolkun Isa, chef du Congrès mondial ouïghour, à l'Université Concordia¹²⁵. En outre, en février 2019, le militant ouïghour anti-PCC Rukiye Turdush a été filmé et injurié par des étudiants chinois protestataires lors d'une présentation à l'Université McMaster. Bien qu'il n'y ait aucune preuve que cette manifestation, qui reflète des incidents similaires survenus sur des campus universitaires américains¹²⁶, ait été organisée par l'ambassade de Chine, les étudiants ont informé l'ambassade de leur manifestation qui, à son tour, a salué les actions des étudiants¹²⁷.

Des fonctionnaires du consulat de Chine à Montréal ont communiqué avec l'université et des organisateurs d'événements dans une tentative infructueuse de bloquer un discours prévu en mars 2019 par Dolkun Isa, chef du Congrès mondial ouïghour, à l'Université Concordia¹²⁵.

2. Collecte de renseignements et de données, et recrutement d'informateurs

En plus des intimidations, un certain nombre d'Ouïghours avec lesquels le Projet de défense des droits des Ouïghours s'est entretenu ont signalé que lors de leurs interactions avec des représentants de l'État chinois, on leur a demandé de divulguer des renseignements personnels tels que leur lieu de résidence, leur lieu de travail, les personnes avec lesquelles ils ont eu des contacts et des détails concernant tout activisme anti-PCC auquel ils ont participé. Dans d'autres cas, des

¹²⁴ <https://foref-europe.org/blog/2020/09/07/who-are-the-uyghurs-canadian-scholar-gives-profound-insights/>

¹²⁵ <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/chinese-officials-concordia-university-cancel-event-with-uyghur-activist-1.5074423>

¹²⁶ <https://www.propublica.org/article/even-on-us-campuses-china-cracks-down-on-students-who-speak-out>

¹²⁷ <https://www.scmp.com/news/china/politics/article/2186263/chinese-students-canada-report-uygur-activists-talk-consulate>

représentants de l'État chinois sont allés plus loin, en tentant de pousser les Ouïghours à espionner leurs propres communautés au Canada en agissant comme informateurs pour la Chine. Parmi les 22 Ouïghours interrogés en profondeur par le Projet de défense des droits des Ouïghours, 10 ont déclaré avoir été confrontés à des demandes de remise de renseignements personnels détaillés sur eux-mêmes ou leurs contacts, tandis que trois de ces personnes ont également fait état de tentatives infructueuses du gouvernement chinois de les recruter de force comme informateurs.

Un certain nombre d'Ouïghours avec lesquels le Projet de défense des droits des Ouïghours s'est entretenu ont signalé que lors de leurs interactions avec des représentants de l'État chinois, on leur a demandé de divulguer des renseignements personnels tels que leur lieu de résidence, leur lieu de travail, les personnes avec lesquelles ils ont eu des contacts et des détails concernant tout activisme anti-PCC auquel ils ont participé.



Communauté ouïghoure devant le Parlement, été 2021/Projet de défense des droits des Ouïghours

Renseignement et collecte de données : Le gouvernement chinois a une vision élargie des formes d'activisme ouïghour qui méritent la collecte de renseignements. Dans le cas de Tashpolat* (pseudonyme¹²⁸), un Ouïghour qui a déménagé au Canada il y a plus de 15 ans, l'État chinois l'a pris pour cible au cours de la dernière décennie, soupçonne-t-il, en raison de son désir d'établir une mosquée ouïghoure ici au Canada. Cette activité apparemment bénigne, que Tashpolat dit avoir cherché à réaliser pour sa communauté et sa culture locales afin de contribuer à leur survie, est un objectif auquel il s'est attelé dès 2008, lorsqu'il a commencé à recueillir des fonds à cette fin. À un moment donné, des fonctionnaires chinois ont acquis la liste des dons pour la future mosquée et, à de multiples occasions à compter de 2010, des amis de l'intéressé en visite en Chine se sont vus montrer cette liste de dons, les fonctionnaires exigeant des renseignements sur les personnes citées. Selon Tashpolat, le gouvernement chinois, qui insinuait aux Ouïghours en visite que d'autres personnes figurant sur la liste avaient partagé des renseignements relatifs à cette liste de donateurs, cherchait à semer la méfiance au sein de la

Dans le cas de Tashpolat* (pseudonyme), un Ouïghour qui a déménagé au Canada il y a plus de 15 ans, l'État chinois l'a pris pour cible au cours de la dernière décennie, soupçonne-t-il, en raison de son désir d'établir une mosquée ouïghoure ici au Canada.

¹²⁸ En raison de la nature des activités de Tashpolat, le Projet de défense des droits des Ouïghours ne révèle pas son emplacement au Canada, afin de préserver son anonymat.

communauté ouïghoure de sa région.

Bien qu'il n'ait jamais été interrogé de cette manière, le gouvernement chinois a ciblé Tashpolat d'autres manières. Alors qu'il avait pu rendre visite à sa famille au Turkestan oriental à deux reprises avant 2008, sa demande de visa de voyage auprès du consulat chinois a été rejetée lorsqu'il a tenté de le faire à nouveau en 2012, sans qu'aucune raison ne soit donnée. En 2014, lorsqu'il a de nouveau essayé, il dit que des quantités de renseignements personnels lui ont été demandées dans le cadre de sa demande, qu'il a choisi de fournir dans l'espoir de pouvoir revoir sa famille. Ayant obtenu les données souhaitées, le gouvernement chinois a néanmoins rejeté sa demande, comme il l'a fait pour toutes ses demandes ultérieures. Finalement, la mosquée a été établie avec succès. Quant à savoir pour quelle raison il a attiré l'attention soupçonneuse des autorités chinoises et a fait de lui une cible pour les services de renseignement, Tashpolat pense qu'elles s'inquiétaient de voir les Ouïghours prendre pied au Canada, où ils pourraient organiser des activités politiques.



En 2014, lorsqu'il a de nouveau essayé, il dit que des quantités de renseignements personnels lui ont été demandées dans le cadre de sa demande, qu'il a choisi de fournir dans l'espoir de pouvoir revoir sa famille.

Un militant ouïghour participant à la manifestation devant un magasin Volkswagen en Ontario, été 2021/Projet de défense des droits des Ouïghours

D'autres Ouïghours avec lesquels le Projet de défense des droits des Ouïghours s'est entretenu ont également indiqué que le gouvernement chinois avait demandé des renseignements extrêmement détaillés dans le cadre des demandes de visa de voyage, ou que des policiers en Chine leur avaient demandé de tels renseignements lorsqu'ils s'étaient rendus en Chine avant 2017. Dans d'autres cas, les personnes interrogées ont déclaré que des responsables de la sécurité chinois avaient demandé des renseignements à leur sujet à leur famille au Turkestan oriental.



Recrutement d'informateurs : Les Oüïghours ont été poussés à agir en tant qu'informateurs contre leur diaspora, notamment en fournissant des rapports détaillés à des fonctionnaires chinois concernant des personnes particulières et des activités en cours. Dans les cas précédemment signalés de Oüïghours au Canada ciblés de cette manière¹²⁹, ainsi que dans les trois cas mentionnés au Projet de défense des droits des Oüïghours, les personnes interrogées ont décrit une stratégie de la carotte (incitation) et du bâton (menaces), les Oüïghours ciblés de cette manière étant confrontés à la punition et à l'emprisonnement probables de leur famille en Chine s'ils refusent, ou à un meilleur accès à leur famille, y compris un voyage facilité en Chine et une utilisation sans entrave de WeChat s'ils acceptent. D'autres personnes interrogées ont noté que le fait de savoir que des informateurs étaient recrutés contribuait à un sentiment de paranoïa au sein de leur communauté.

Les Oüïghours ont été poussés à agir en tant qu'informateurs contre leur diaspora, notamment en fournissant des rapports détaillés à des fonctionnaires chinois concernant des personnes particulières et des activités en cours.

Tursunjan Rouzi a fui au Canada en 2017, échappant de justesse à la Chine après avoir reçu un tuyau selon lequel il serait bientôt visé par une détention. Lorsqu'on a découvert son geste, M. Rouzi a commencé à recevoir des appels sur WeChat exigeant son retour en Chine. Les appels de

« Ils m'ont demandé d'espionner la diaspora ouïghoure au Canada », se souvient-il. Bien que les tentatives de collecte de renseignements des fonctionnaires aient été initialement entreprises de manière détendue, leur ton a rapidement changé. « On m'a dit qu'ils détenaient mon frère et ma sœur, et que si je voulais les revoir vivants, je devais fournir des renseignements aux autorités. »

responsables de la sécurité chinois provenaient toujours du téléphone d'un de ses proches. Après avoir décliné cette demande pendant six mois, M. Rouzi affirme que des responsables de haut niveau de son ancienne ville d'Urumchi ont commencé à l'appeler avec une nouvelle demande : « Ils m'ont demandé d'espionner la diaspora ouïghoure au Canada », se souvient-il. Bien que les tentatives de collecte de renseignements des fonctionnaires aient été initialement entreprises de manière détendue, leur ton a rapidement changé. « On m'a dit qu'ils détenaient mon frère et ma sœur, et que si je voulais les revoir vivants, je devais fournir des renseignements aux autorités », témoigne M. Rouzi. Dans son cas, l'approche utilisée à son encontre reposait sur la coercition par procuration, l'accès à sa famille emprisonnée étant utilisé comme un moyen de le contraindre à se conformer. M. Rouzi, qui pense avoir été ciblé en tant qu'informateur éventuel en raison de son sens de l'organisation et de sa vaste expérience des affaires, s'est défendu en insistant sur le fait qu'il ne savait rien de valeur. Il a toutefois été surpris de découvrir que le gouvernement chinois connaissait déjà très bien sa situation au Canada, notamment le fait qu'il avait ouvert un restaurant ouïghour, qu'il était censé utiliser comme source pour extraire et communiquer des informations et des renseignements auprès de ses clients et de sa communauté. M. Rouzi a refusé d'obtempérer : « C'est mon éducation, affirme-t-il. On m'a

« On m'a toujours appris à ne pas trahir ma famille ou mon peuple [ouïghour]. C'est une ligne que je ne franchirais jamais. »

¹²⁹ <https://www.theglobeandmail.com/news/national/uyghur-canadians-say-chinese-officials-detained-black-mailed-them/article24056142/>



toujours appris à ne pas trahir ma famille ou mon peuple [ouïghour]. C'est une ligne que je ne franchirais jamais.» La pression de coopérer n'a cessé qu'après que M. Rouzi a commencé à demander qu'ils envoient un fonctionnaire pour le rencontrer en personne au Canada, ce que M. Rouzi soupçonnait à juste titre que les fonctionnaires chinois ne seraient pas disposés à faire, ainsi qu'après qu'il a publié une vidéo de sa fille, qui était déjà venue au Canada avec sa mère et ses frères et sœurs avant l'arrivée de M. Rouzi, en train de témoigner en décembre 2019 que son oncle et sa tante (dont le gouvernement chinois avait tenté d'utiliser pour contraindre M. Rouzi), ainsi que d'autres membres de la famille qu'elle a nommés, avaient été arbitrairement emprisonnés par le gouvernement chinois¹³⁰.

3. Cyberattaques et trolage en ligne

Les activistes ouïghours résidant dans les démocraties libérales, y compris le Canada, sont confrontés à un large éventail d'attaques en ligne de plus en plus raffinées, y compris des campagnes d'hameçonnage et des efforts trompeurs pour les inciter à installer des logiciels malveillants, y compris des logiciels espions, sur leurs ordinateurs et téléphones¹³¹. Les ONG ouïghoures ont également été visées par des virus visant à désactiver leurs ordinateurs et par des pirates informatiques cherchant à s'infiltrer dans leurs réseaux. S'adressant au Projet de défense des droits des Ouïghours, les personnes interrogées ont également raconté avoir été ciblées par des trolls visant à les discréditer en réponse à des messages en ligne concernant la campagne chinoise contre les Ouïghours. Parmi les 22 Ouïghours du Canada interrogés par le Projet de défense des droits des Ouïghours pour ce rapport, 11 ont déclaré avoir été ciblés par au moins une de ces formes de cyberattaque et de harcèlement en ligne.

Parmi les 22 Ouïghours du Canada interrogés par le Projet de défense des droits des Ouïghours pour ce rapport, 11 ont déclaré avoir été ciblés par au moins une de ces formes de cyberattaque et de harcèlement en ligne.

Les activistes ouïghours résidant dans les démocraties libérales, y compris le Canada, sont confrontés à un large éventail d'attaques en ligne de plus en plus raffinées, y compris des campagnes d'hameçonnage et des efforts trompeurs pour les inciter à installer des logiciels malveillants, y compris des logiciels espions, sur leurs ordinateurs et téléphones¹³¹.

Cyberattaques : En mars 2021, Facebook a annoncé avoir découvert une opération de cyberespionnage chinoise sur sa plateforme de médias sociaux qui visait des Ouïghours au Canada, aux États-Unis et dans quatre autres pays. De faux profils Facebook se faisant passer pour des journalistes, des étudiants, des défenseurs des droits de la personne ou des membres de la communauté ouïghoure ont été créés pour tenter d'établir un climat de confiance avec les personnes ciblées, dans le but de les inciter à cliquer sur des sites où elles seraient encouragées à télécharger sur leur téléphone intelligent des applications sur le thème des Ouïghours chargées de logiciels malveillants (claviers, dictionnaires, etc.), ce qui permettrait ensuite de surveiller leurs activités à distance. La campagne a été décrite par Facebook comme portant « les marques d'une opération

¹³⁰ <https://www.facebook.com/rozi.tursun/videos/563346344448923/>

¹³¹ <https://uhrp.org/wp-content/uploads/2021/11/UHRP-Your-Family-Will-Suffer-Report.pdf>

bien financée et continue¹³² ». Dans le même ordre d'idées, plusieurs personnes interrogées dans le cadre du Projet de défense des droits des Ouïghours ont déclaré avoir reçu un flux constant de demandes d'amis Facebook suspectes de la part de personnes qu'elles ne connaissaient pas, souvent de comptes relativement nouveaux avec peu d'amis.

Les personnes interrogées actuellement impliquées dans des organisations militantes ouïghoures au Canada, notamment Tuyghun Abduweli, président de l'East Turkistan Association of Canada¹³³, et Mehmet Tohti, directeur général du Projet de défense des droits des Ouïghours, ont indiqué que les sites Web de leur organisation, ainsi que ceux des organisations précédentes qu'ils avaient dirigées, avaient été piratés à plusieurs reprises au fil des ans. Ces personnes et leurs organisations ont continuellement été la cible de courriels infectés de virus, ce qui a nécessité un renouvellement constant de nouveaux ordinateurs.



Tuyghun Abduweli, président de l'East Turkistan Association of Canada, protestant contre les Jeux olympiques d'hiver de 2022 à Pékin avec l'activiste Bilal Uyghur/été 2021/Toronto

Récemment, à l'approche d'une audience en décembre 2021 dans le cadre d'une affaire juridique à laquelle participe le Projet de défense des droits des Ouïghours et qui concerne la capacité de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à interdire les produits en provenance de Chine fabriqués à l'aide du travail forcé des Ouïghours, M. Tohti et l'avocate des droits de la personne qui représente le Projet de défense des droits des Ouïghours, Sarah Teich, ont été la cible de cyberattaques. Les appareils de Mme Teich ont été ciblés par l'entremise de son compte iCloud. Les spécialistes d'Apple qu'elle a consultés ont conclu que le ou les pirates avaient obtenu son adresse électronique et son mot de passe iCloud et semblaient avoir essayé de supprimer à distance le contenu de son appareil depuis un endroit proche de chez elle. Elle a passé les trois jours précédant l'audience à se précipiter pour sécuriser ses appareils, notamment en achetant un nouveau téléphone et en obtenant un nouveau numéro de téléphone. Malgré cela, le jour de l'audience qui s'est tenue sur Zoom, Mme Teich a été temporairement exclue de l'audience, quelques minutes après le début de son plaidoyer au nom du Projet de défense des droits des Ouïghours. Aucun autre avocat n'a rencontré de difficultés techniques. Compte tenu du moment choisi, du fait que M. Tohti avait également été la cible d'une cyberattaque cette fin de semaine-là, et du fait que les mots de passe de Mme Teich (y compris son mot de passe Zoom) avaient tous été stockés sur son compte iCloud, Mme Teich a soupçonné que l'attaque était liée au PCC et représentait une tentative d'ingérence dans le système judiciaire canadien¹³⁴. Comme de nombreux Ouïghours avec lesquels le Projet de défense des droits des Ouïghours s'est entretenu précédemment au sujet du harcèlement, de la répression et des cyberattaques du PCC, tant pour ce rapport que par le passé, Mme Teich a constaté que les autorités canadiennes, notamment la GRC, le SCRS et la police de Toronto, ne

¹³² <https://www.cbc.ca/news/politics/china-uyghur-canada-espionage-1.5962221> [TRADUCTION]

¹³³ <http://www.eastturkistan.ca/>

¹³⁴ <https://www.thestar.com/news/canada/2022/01/10/human-rights-advocates-say-theyre-being-hit-by-for-eign-cyber-attacks-and-that-canada-is-doing-little-to-stop-it.html>



pouvaient ou ne voulaient pas enquêter, lorsqu'elle a communiqué avec elles pour la première fois. Leur volonté de fournir du soutien a changé de façon spectaculaire après que Mme Teich et M. Tohti se soient adressés à la presse.

Kayum Masimov, chef de projet du Projet de défense des droits des Ouïghours, se souvient d'un incident survenu au début des années 2010. Peu de temps après avoir parlé à M. Tohti au téléphone, il a reçu un courriel en ouïghour censé provenir de M. Tohti et portant sur la discussion qu'ils venaient d'avoir, avec une pièce jointe qu'on l'a incité à ouvrir. Bien que les détails de leur discussion aient été fidèlement relatés, de subtils écarts par rapport à l'utilisation normale du langage de M. Tohti ont éveillé les soupçons de M. Masimov, qui se sont confirmés après qu'il ait appelé M. Tohti et appris qu'il n'avait jamais envoyé le courriel. En vérifiant de près l'adresse électronique, M. Masimov a constaté qu'une seule lettre avait été changée dans l'adresse électronique de M. Tohti. Il a conclu que quelqu'un avait écouté leur conversation téléphonique et lancé une attaque très sophistiquée, personnalisée et à réponse rapide.



Mme Zulhumar Yarmemet tenant une affiche portant une photo de son frère emprisonné, M. Otkur Yarmemet. Été 2021/Projet de défense des droits des Ouïghours

BEIJING IS ALWAYS WATCHING

Chinese-Canadians say spies have been monitoring and intimidating them

BY CHARLIE GILLIS • For Mehmet Tohti, it was the Canadian equivalent of the mid-night knock on the door. The phone rang in his Mississauga apartment shortly before bedtime, and on the other end of the line was his mother Turmia, who lives in the northern Chinese city of Karghlik. The sound of her voice was itself a surprise. Tohti, a Uyghur activist who escaped China in the late 1980s, hadn't seen his mother in 16 years, and the two had rarely spoken by phone. But they hardly had time to exchange greetings before she handed the receiver to a man who—dispensing with all pleasantries, himself—began wailing Tohti about his political activities.

The official, who identified himself only as a member of China's infamous Overseas Affairs Commission, had a laundry list of instructions. Tohti was to cease efforts to draw sympathy in Canada to the Uyghurs—the oppressed, largely Muslim population of Xinjiang province that has become a thorn in Beijing's side; he was to stop spreading allegations of cultural genocide against the People's Republic; most importantly, he was not to attend an upcoming conference in Germany where Uyghur groups from around the world planned to form an international congress. “We have your mother here, and your brother, too,” he added cryptically, noting that police had driven the pair some 260 km to a regional police headquarters in Kuldj to help deliver Beijing's message. “We can do whatever we want.”

Indeed. In the three years since that night, the 43-year-old Tohti had had enough brushes with China's long-armed security apparatus to conclude Beijing's agents are still doing much as they please—not just in China, but in Canada, too. The incidents have ranged from more such phone calls, he says, to one unsettling encounter last October, in which three Chinese men spent a night watching his suburban home through the windows of a black SUV. The men hung around until about 1:30 a.m., says Tohti, and for days afterward he couldn't sleep. After complaining about the incident to the Canadian Security Intelligence Service, as well as the Department of Foreign Affairs, he moved into a condominium with 24-hour surveillance. “I no longer feel secure in Canada,” he told federal officials.

He's not alone. The Taiwanese community, Tibetan Canadians and Falun Gong practitioners have all reported incidents of spying or intimidation to federal authorities in the past five years. And while Ottawa has reportedly issued stern warnings to the Chinese embassy, nothing seems to work. With the 2008 Summer Games in the offing, some critics believe Beijing is actually ramping up covert activities against Canadian-based dissident groups to help mute criticism of its human rights record during the Olympics. Those anxieties rose further in March when

Jiyun Zhang, an accountant who worked at the embassy and the wife of a Chinese diplomat, told reporters that staff there had formed a special unit to collect information on groups like the Uyghurs, Tibetans and Falun Gong. Zhang, herself a practitioner of Falun Gong, also smuggled out a document suggesting that the embassy had mobilized a letter-writing campaign to the CRTX in hopes of scuttling the licence application of a Chinese-language TV station it considered anti-Communist. Her husband has been sent home to China in disgrace, but Zhang, who's now claimed refugee status, has kept up her offensive. “I just hope to show that the Chinese embassy was doing bad things,” she told the Ottawa Citizen. “I wanted to reveal their lies.”

Not everyone, however, is feeling so brave when it comes to revealing Beijing. Several Chinese expatriates who last week recounted harrowing tales of threats and intimidation

asked not to be identified in Maclean's for fear of reprisals against relatives they left behind. Others worried about their own safety—though there are no known incidents of violence by Beijing's agents on Canadian soil. Nearly all agreed that Canadians need to be better informed about the espionage going on inside their own borders.

Uyghurs, in particular, have been feeling vulnerable in recent months. The surprise arrest of Huseyin Celli, the Burlington, Ont., imam who was sentenced to life in a Chinese prison last month, reminded many how closely Beijing follows their movements. Friends of Celli point out that the 37-year-old participated in several Uyghur demonstrations in front of the Chinese consulate in Toronto, where consular staff photographed or videotaped him each time. Then, in June 2006, he was arrested at China's behest during a visit with his in-laws in Uzbekistan—a capture so

smoothly executed that Celli's advocates believe it must have originated on Canadian soil. “I've maintained all along that the reason Huseyin came on the radar of the Chinese authorities was because of activities here,” says Chris MacLeod, Celli's Canadian lawyer. “Obviously, they monitored him and they know he was travelling. They certainly don't want other Uyghurs speaking publicly about the cause. I guess this is their way of sending a message.”

Since then, members of the 450-strong Uyghur community have meditated nervously on their own stories of intrigue—some of them as obvious as the surveillance of Celli, some of them much more subtle. Sixty-five-year-old Salim (not his real name) recalls a September 2004 phone call from the embassy's visa office inviting him to Ottawa to celebrate the 15th anniversary of the Communist revolution. None of his fellow Uyghurs received

the same call, he says, and given his family's long history of defiance toward Beijing, it was easy to impose sinister motives. “They put my son in prison for life,” says Salim, whom fellow Uyghurs regard as an elder statesman.

TIBETAN-CANADIANS protest in Toronto, while Falun Gong members stand vigil in Ottawa (lower left): Chinese police

Masimov, a Montreal-based organizer for the Uyghur Association of Canada, began receiving emails in 2004 that were so ingeniously disguised as messages from other Uyghurs in Canada that at first he never suspected trouble. Then, after a friend opened an attachment to one, Masimov's hard drive quickly filled with digital dread. “I've already lost one laptop over this,” says the 33-year-old. “Now, if I get a message from someone I know, I phone and ask if they sent it.” Proving a connection to the embassy here is probably impossible, Masimov concedes, but he's not the only one who's been hit. The tactic, known as a

“We have your mother here, and your brother too,” the police told one Uyghur activist, in a late-night call from China. “We can do whatever we want.”

of sorts. “They've had an arrest warrant out for me since 1997. Why would I want to celebrate anything to do with China?”

Salim's mind raced. Did they plan to arrest him during a party on embassy property? Would they poison him? His new suspect: Chinese officials merely hoped to use his presence at the party to blunt criticism they're prejudiced toward Uyghurs. In any case, they had quite cleverly demonstrated they knew where he lived, and they didn't seem to hear his polite refusal: the official called him back three times and a few days later a written copy of the invitation appeared in his mailbox. “I don't mind telling you I was afraid,” says Salim.

Efforts to silence those who use the Internet to mobilize dissent against China have been equally crafty, and effective. Kayum

“virus attacks,” and it's become a daily hazard for Chinese dissident groups working in Canada. The messages feature content and senders too unique to have come from garden-variety troublemakers, and are so disruptive to communication that some groups now speak only in person, or by phone. Dermot Travis, executive director of the Montreal-based Canada Tibet Committee, submitted two infected emails his group received last fall to a private company for analysis, and has since been advised that the messages originated in China. The emails were tailored to look as though they were sent by Tibetan activists, he says, so even contained bogus registration forms for an upcoming international conference. The question is how the saboteurs obtained his

Kayum Masimov, coordinateur du projet du Projet de défense des droits des Ouïghours, capture d'écran de <https://archive.macleans.ca/image/spread/20070514/13/1>

Trollage en ligne : Après avoir déménagé au Canada en 2018, Zulhumar Yarmemet, une mère de trois jeunes enfants résidant à London, en Ontario, se décrit comme une « militante accidentelle ». Comme beaucoup de Canadiens d'origine ouïghoure avec lesquels le Projet de défense des droits des Ouïghours s'est entretenu pour ce rapport, elle a expliqué que sa réorientation vers l'activisme public et en ligne était une démarche qu'elle avait d'abord entreprise à contrecœur. Pour Mme Yarmemet

et d'autres, cette réticence peut être attribuée à plusieurs causes : le risque d'être la cible de harcèlement de la part de l'appareil de sécurité chinois, le fait que toute attention portée à leur cause pourrait conduire à un traitement encore plus dur pour leurs proches emprisonnés au Turkestan oriental, ou encore qu'ils seraient eux-mêmes incapables de communiquer d'une quelconque manière avec leurs proches. Tôt ou tard, beaucoup sont finalement devenus des « activistes accidentels », incités à s'exprimer par la férocité implacable de la campagne anti-ouïghoure des dirigeants de la RPC, certains voyant même dans les représailles possibles de harcèlement la preuve que leur activisme avait un effet, ou du moins faisait craindre au gouvernement chinois une atteinte à sa réputation¹³⁵.

Zulhumar, qui s'est elle-même échappée de justesse du Turkestan oriental, a vu son frère cadet, Otkur Yarmemet, emprisonné en avril 2017 pour des raisons que les autorités chinoises ont refusé de révéler à leurs parents. Et son père, Yasin Yarmemet, a lui aussi été envoyé dans un camp de concentration en février 2018 pour des raisons inconnues. Peu après, sa mère a été contrainte de la supprimer de WeChat. Coupée de tout contact avec sa famille, Zulhumar a décrit un sentiment d'impuissance, comme si sa vie était un cauchemar vivant, ainsi qu'une forme de culpabilité du survivant qu'elle a éprouvée en vivant librement au Canada alors que sa famille souffrait au Turkestan oriental. Déterminée à ne pas rester silencieuse quant au sort de sa famille (plus de dix membres de sa famille élargie ont finalement été emprisonnés), Zulhumar a livré son témoignage en septembre 2018 lors d'un événement public à Windsor, en Ontario. Par la suite, elle a commencé à publier fréquemment des messages sur ses comptes Facebook et Twitter, tels que « La Chine doit libérer mon frère », « Arrêtez le génocide » et « Sauvez le peuple ouïghour ». Bien que son père ait été libéré en 2020 et que sa mère ait pu rétablir une forme limitée de contact, son frère reste hors

Coupée de tout contact avec sa famille, Zulhumar a décrit un sentiment d'impuissance, comme si sa vie était un cauchemar vivant, ainsi qu'une forme de culpabilité du survivant qu'elle a éprouvée en vivant librement au Canada alors que sa famille souffrait au Turkestan oriental.

de portée, ayant été condamné en 2018 à 10 ans de prison pour des accusations arbitraires.

Les publications de Zulhumar sur les médias sociaux ont rapidement attiré l'attention des responsables de la sécurité chinois. Par l'intermédiaire de sa mère, elle a appris que les autorités avaient emmené sa sœur pour l'interroger pendant quatre heures au sujet de Mme Yarmemet et de ses publications sur les médias sociaux, et qu'on lui avait dit : « Tu dois dire à ta sœur (Zulhumar) de se la fermer. D'arrêter. » En même temps, des trolls se sont abattus sur son compte Twitter, l'accusant de mentir sur sa famille et le sort des Ouïghours¹³⁶. Son compte Facebook a rapidement reçu des demandes d'amis suspects. Mme Yarmemet, qui continue de militer pour la libération de son frère, fait remarquer que Facebook et

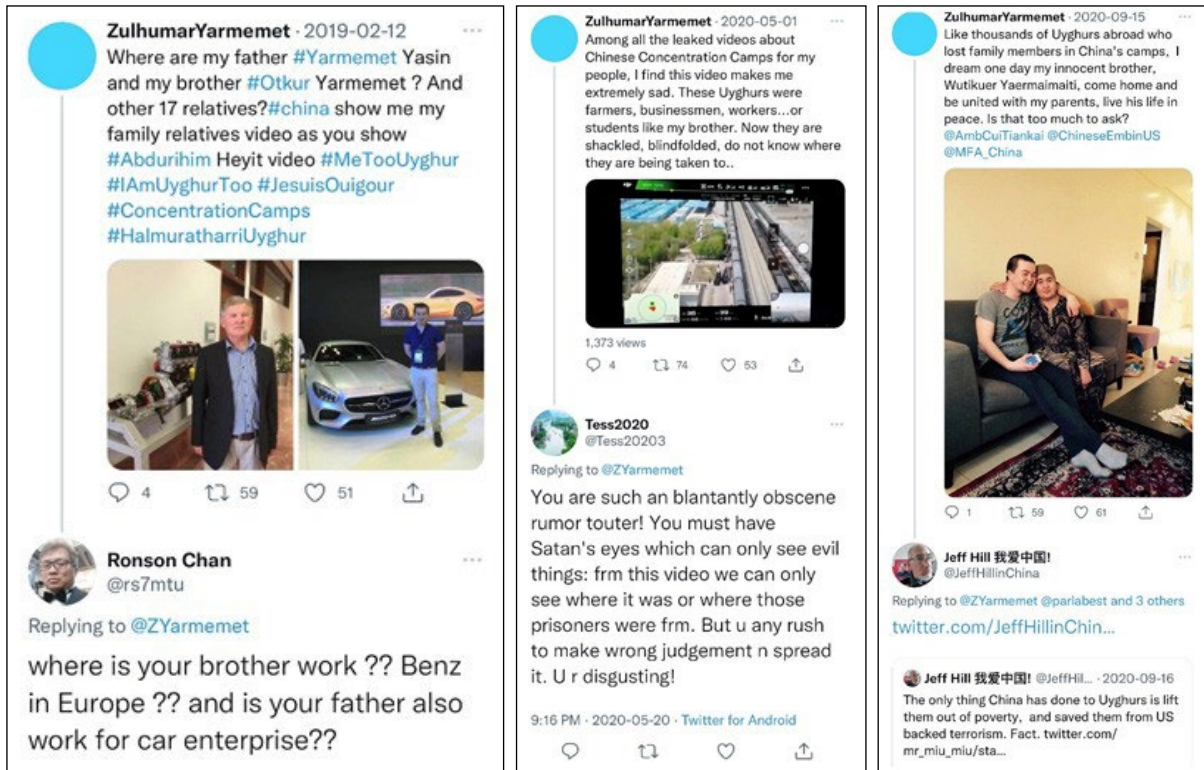


¹³⁵ https://docs.uhrp.org/pdf/POLVReportFinal_2021-01-29.pdf; <https://foref-europe.org/blog/2020/09/07/who-are-the-uyghurs-canadian-scholar-gives-profound-insights/>

¹³⁶ <https://twitter.com/ZYarmemet> <https://twitter.com/ZYarmemet/status/1246581165319954438>

Twitter étant illégaux en Chine, il est probable que ce sont des fonctionnaires du gouvernement ayant accès à ces services qui ont trouvé ses comptes et les ont ciblés pour le trollage.

Captures d'écran du compte Twitter de Zulhumar Yarmemet. Son frère Otkur Yarmemet (ci-dessus)/réponses des trolls pro-PCC (ci-dessous)



4. Restrictions à la circulation et aux déplacements

Un autre moyen par lequel le gouvernement chinois continue d'exercer un contrôle répressif est son refus généralisé de délivrer des renouvellements de passeport ou de visas de voyage depuis ses ambassades et consulats dans les pays où résident les Oüïghours, y compris au Canada. Au lieu de cela, on a souvent dit aux Oüïghours qu'ils devaient retourner en Chine pour que leur passeport soit renouvelé et on ne leur a proposé que des documents de voyage à aller simple pour le faire. Il est compréhensible que la plupart des Oüïghours hésitent à faire ce voyage, étant donné le risque d'être emprisonnés à leur arrivée pour un certain nombre de raisons arbitraires¹³⁷. En conséquence,

On a souvent dit aux Oüïghours qu'ils devaient retourner en Chine pour que leur passeport soit renouvelé et on ne leur a proposé que des documents de voyage à aller simple pour le faire.

les Oüïghours avec lesquels le Projet de défense des droits des Oüïghours s'est entretenu ont déclaré ne pas avoir pu rendre visite à des proches en phase terminale ou assister à des funérailles, entre autres événements familiaux importants. De même, leurs proches du Turkestan oriental n'ont pas pu rendre visite à leur famille ouïghoure au Canada. Parmi les 22 Oüïghours au Canada avec lesquels le Projet de défense des droits des Oüïghours s'est entretenu de façon approfondie pour ce rapport, six

<https://twitter.com/rs7mtu/status/1095576540572659713>

<https://twitter.com/Tess20203/status/1263277510969585664>

<https://twitter.com/JeffHillinChina/status/1306084115536441344>

¹³⁷ https://www.docs.uhrp.org/pdf/Weaponized_Passports.pdf

ont déclaré avoir été confrontés à de telles restrictions alors qu'ils cherchaient à rendre visite à leur famille au Turkestan oriental en 2017, ou avant.

Erkin Kurban est arrivé au Canada en 1999. Sa femme et ses trois enfants l'ont suivi à Montréal quatre ans plus tard, grâce à la politique canadienne sur la réunification des familles. Jusqu'en 2011, la famille de M. Kurban avait pu rendre visite à des proches en Chine à plusieurs reprises sans problème. Il en a été de même pour M. Kurban, jusqu'en 2010, lorsque son engagement plus ouvert dans l'activisme anti-PCC a été connu des responsables de l'État chinois. Peu de temps après, il a commencé à recevoir des appels téléphoniques de Chine de ses frères qui semblaient terrifiés, qui lui demandaient soudainement des renseignements concernant son déménagement au Canada et ses activités politiques ici. M. Kurban soupçonne qu'ils ont subi des interrogatoires par des responsables de la sécurité chinois. Ayant attiré l'attention de représentants de l'État chinois, Erkin a découvert qu'on ne lui accordait plus de visas de voyage pour rendre visite à sa famille au Turkestan oriental. Les demandes ont été refusées les unes après les autres, sans aucune explication.



M. Kurban soupçonne qu'ils ont subi des interrogatoires par des agents de sécurité chinois. Ayant attiré l'attention de responsables de la sécurité chinois, Erkin a découvert qu'on ne lui accordait plus de visas de voyage pour rendre visite à sa famille au Turkestan oriental. Les demandes ont été refusées les unes après les autres, sans aucune explication.

M. Erkin Kurban, Montréal, janvier 2022/Projet de défense des droits des Ouïghours

En 2013, il a fait une dernière tentative pour obtenir un visa de voyage, cherchant à rendre visite à sa mère malade avant son décès. À sa grande surprise, son frère l'a appelé pour lui dire que sa demande serait approuvée s'il acceptait de coopérer avec les autorités chinoises. Désireux de voir sa mère, il a accepté et son visa a été délivré. Ainsi, le désespoir de Kurban de se rendre en Chine pour voir sa mère a été utilisé contre lui par l'État chinois qui, dès son arrivée, a commencé à l'inciter à agir comme un informateur. Blâmé pour ses activités politiques au Canada, Kurban a été menacé, on lui a dit que son passeport canadien n'avait aucune valeur en Chine et que, par conséquent, il ne pourrait pas rentrer au Canada s'il refusait de coopérer. Il a également été informé que s'il acceptait d'aider, il bénéficierait d'un traitement préférentiel, notamment de la possibilité de rendre librement visite à sa famille au Turkestan oriental lorsqu'il le souhaiterait. Bien que Kurban ait accepté afin de pouvoir quitter la Chine, il a hésité à son retour au Canada et a choisi de ne pas fournir de renseignements sur sa communauté¹³⁸. Alors que Kurban était conscient que sa visite en Chine en 2013 serait sa dernière, il regrette profondément que ses actions politiques aient également

¹³⁸ <https://www.reuters.com/investigates/special-report/china-uyghur/>



empêché sa femme et ses enfants de rendre visite à leur famille au Turkestan oriental par la suite. Sa fille, Zumretay Kurban, elle-même aujourd’hui militante au sein du Congrès mondial ouïghour¹³⁹, se souvient particulièrement que sa mère a été informée en 2015 qu’en raison du militantisme de son mari, son visa et celui de son fils avaient été rejetés, le couple se voyant ainsi refuser la possibilité de rendre visite à la grand-mère de Zumretay, qui était gravement malade à l’époque.

Une autre façon dont le contrôle serré de la Chine sur les passeports et les visas de voyage est employé pour avoir une incidence négative sur la vie des Ouïghours au Canada a été signalée par le *Ottawa Citizen* en 2019. Les jeunes Ouïghours venus au Canada pour leurs études universitaires, et qui souhaitaient prolonger leur séjour au Canada par crainte d’être emprisonnés à leur retour en Chine, ont réalisé qu’ils ne pourraient peut-être pas le faire. La Chine ne s’est pas montrée coopérative en ce qui concerne le renouvellement de leurs visas d’études et de leurs passeports, l’ambassade chinoise n’offrant aux étudiants qu’un aller simple vers la Chine pour régler le problème¹⁴⁰. Bien que certains des étudiants interrogés aient mentionné qu’ils avaient demandé le statut de réfugié au Canada, il n’y avait aucune garantie qu’ils seraient acceptés, car il n’existe pas de volet spécial pour les réfugiés ouïghours au Canada. C’est toujours le cas, malgré une recommandation du rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international du Parlement du Canada, qui préconise l’ouverture d’un tel volet¹⁴¹.

5. Communication interrompue avec la famille, membres de la famille menacés

Au cours des entretiens approfondis menés par le Projet de défense des droits des Ouïghours, les récits abondent sur les communications libres et ouvertes des Ouïghours avec leurs proches résidant en Chine, y compris leurs conjoints, parents et enfants, qui sont tour à tour surveillés, interrompues ou soudainement réactivées, souvent pour transmettre des messages et des menaces sous la contrainte du gouvernement chinois. Ces avertissements, lorsqu’ils ont lieu, sont souvent donnés par les membres de la famille eux-mêmes, plutôt que par des représentants du gouvernement. Sur les 21 Ouïghours avec lesquels le Projet de défense des droits des Ouïghours s’est entretenu en profondeur et qui avaient encore de la famille en

Sur les 21 Ouïghours avec lesquels le Projet de défense des droits des Ouïghours s’est entretenu en profondeur et qui avaient encore de la famille en Chine, tous ont raconté que la communication avec leur famille avait été touchée d’une manière ou d’une autre par les actions du gouvernement chinois, y compris le fait que des membres de leur famille en Chine aient été menacés ou employés comme mandataires par l’État chinois pour proférer des menaces.

Chine, tous ont raconté que la communication avec leur famille avait été touchée d’une manière ou d’une autre par les actions du gouvernement chinois, y compris le fait que des membres de leur famille en Chine aient été menacés ou employés comme mandataires par l’État chinois pour proférer des menaces. De même, les 21 personnes interrogées ont indiqué qu’entre une poignée et des dizaines de membres de leur famille élargie étaient actuellement emprisonnés et hors de portée dans

¹³⁹ <https://www.uyghurcongress.org/en/>

¹⁴⁰ <https://ottawacitizen.com/news/local-news/uyghur-students-in-canada-fear-for-their-families-in-china-and-their-futures>

¹⁴¹ <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/432/FAAE/Reports/RP11164859/sdirrp04/sdirrp04-f.pdf>

les camps de concentration chinois.

Communication interrompue avec la famille : Parmi les témoignages recueillis par le Projet de défense des droits des Ouïghours, un message récurrent est que la nature des communications avec la famille en Chine a changé en 2016 et en 2017, ce qui coïncide avec la période où la Chine a commencé à intensifier ses opérations anti-ouïghoures au Turkestan oriental, notamment sous la forme d'emprisonnements massifs. Tursunjan Rouzi, par exemple, a raconté avoir perdu le contact avec son jeune frère après son emprisonnement en mai 2017. De même, à la suite de l'emprisonnement arbitraire de sa sœur et de quatre autres membres de sa famille, il a également perdu tout contact avec eux. Par la suite, la communication avec sa famille au Turkestan oriental a été très limitée, les sujets politiques ou religieux étant strictement évités. Il évite, par exemple, de prononcer la salutation musulmane normale, « As-salamu alaykum », au début des appels, par crainte des conséquences que sa connotation religieuse entraînerait pour sa famille. De même, Zulhumar Yarmemet a raconté qu'après avoir été coupée de la quasi-totalité de sa famille et de ses amis en décembre 2016, elle ne peut converser avec sa mère sur des sujets graves qu'en utilisant un langage codé (par exemple, « l'hôpital est plein » signifie « un grand camp de concentration »; « une telle personne est tombée malade » signifie « cette personne a été emmenée dans un camp »). Tuyghun Abduweli a vu la communication avec sa famille au Turkestan oriental être interrompue le 1^{er} février 2016. Ce jour-là, son père lui a dit qu'il ne devait plus appeler, après que des fonctionnaires de la police chinoise l'aient averti qu'il serait emprisonné si son fils rappelait. Les frères et sœurs d'Abduweli ont reçu le même avertissement. Il n'a donc eu aucune communication avec sa famille au Turkestan oriental au cours des six dernières années. Ce n'est que plus tard dans l'année, par l'intermédiaire d'un contact familial vivant en Turquie, qu'il a appris que son frère plus jeune avait été condamné à 20 ans de prison en guise de représailles à l'activisme d'Abduweli au Canada. La femme d'Abduweli étant mariée à un militant, elle aussi a été victime de représailles, la communication avec sa famille en Chine ayant été interrompue au cours des six dernières années.

Des membres de la famille sont menacés ou punis en guise de représailles de leur activisme : Mehmet Tohti, directeur général du Projet de défense des droits des Ouïghours, défend les droits des Ouïghours en Chine depuis plus de 20 ans, depuis son arrivée au Canada en 1998. En contribuant à attirer l'attention du gouvernement canadien sur la situation déplorable des Ouïghours, il a également suscité la colère du gouvernement chinois. En 2004, il a reçu un appel téléphonique de sa mère, mais a été confronté peu après à un agent de sécurité qui l'a averti de cesser son activisme. « Ta mère et toute ta famille seront en danger. Le choix t'appartient », l'a-t-on menacé. Peu après, son frère au Turkestan oriental a été licencié de son travail et envoyé en prison. Pendant un certain temps, les communications avec sa famille se sont limitées à des conversations téléphoniques. En octobre 2016, cette voie de communication a également été coupée, après que les autorités chinoises ont commencé à interroger les membres de sa famille chaque fois qu'il appelait. « Après m'avoir menacé sans succès pendant des décennies, la Chine s'est tournée vers ce qu'elle pouvait contrôler : ma famille restée



Mehmet Tohti, directeur général du Projet de défense des droits des Ouïghours, interrogé par CBC News/novembre 2021

en Chine », déclare M. Tohti. De ses sept frères et sœurs, Tohti sait que sa sœur est morte en 2011 dans des conditions suspectes dans un hôpital après s'être rendue sur place pour donner naissance à son premier enfant. Aucune autopsie n'a été autorisée par les autorités chinoises. Il soupçonne ses six autres frères et sœurs d'être emprisonnés, mais comme beaucoup d'autres personnes avec lesquelles le Projet de défense des droits des Ouïghours s'est entretenu, il ne peut pas non plus confirmer s'ils sont encore en vie.

Le 20 juillet 2020, alors que M. Tohti s'apprêtait à témoigner devant une commission des droits de la personne au Parlement canadien, il a reçu un message direct sur Twitter d'un compte vieux de quatre mois et sans abonnés¹⁴². Le message était court : « Ta putain de mère est morte. Trop drôle. » Le message a choqué M. Tohti, qui ne sait pas si sa mère est encore en vie, mais il a rapidement remarqué d'autres éléments inquiétants du gazouillis. Le compte indiquait le Sichuan comme emplacement, qui se trouve à près de 4 000 kilomètres de l'endroit où vit la famille de M. Tohti, dans le comté de Kargilik, au Turkestan oriental. Comment un troll du Sichuan pouvait-il connaître la situation actuelle de sa mère à moins d'être un responsable de la sécurité? Qui d'autre surveillerait le nom de M. Tohti dans les actualités? Comme indiqué précédemment, l'utilisation de Twitter est également interdite en Chine, de sorte que la personne qui l'a contacté aurait également eu besoin d'une autorisation spéciale pour le faire. Ainsi, M. Tohti soupçonne fortement que le compte a été géré par un troll du PCC qui le surveille de près ainsi que sa famille en Chine. Malgré le message d'intimidation, M. Tohti a choisi de témoigner devant la commission, comprenant que le gouvernement chinois continuerait à s'en prendre à sa famille et aux autres Ouïghours, quelles que soient ses actions au Canada.



Le message était court : « Ta putain de mère est morte. Trop drôle. » Le message a choqué M. Tohti, qui ne sait pas si sa mère est encore en vie, mais il a rapidement remarqué d'autres éléments inquiétants du gazouillis. Le compte indiquait le Sichuan comme emplacement, qui se trouve à près de 4 000 kilomètres de l'endroit où vit la famille de M. Tohti, dans le comté de Kargilik, au Turkestan oriental.

Message direct menaçant envoyé au compte Twitter de Mehmet Tohti

¹⁴² Zunlong @Chenw37677371; compte actuellement suspendu.



Recommandations stratégiques

Bien que le Parlement canadien soit devenu le premier organe législatif au monde à reconnaître officiellement le génocide ouïghour en février 2021, que le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international du Parlement ait reconnu le génocide ouïghour le mois suivant et ait publié sa liste de recommandations en 15 points à l'intention du gouvernement du Canada, et malgré les preuves répandues et accablantes de l'existence du génocide ouïghour, le gouvernement du Canada n'a toujours pas reconnu ce génocide ni pris de mesures notables à son égard. Dans ce contexte, et compte tenu de la campagne internationale de harcèlement et de répression menée par le PCC à l'encontre de la diaspora ouïghoure, y compris au Canada, comme le souligne le présent rapport, le Projet de défense des droits des Ouïghours propose les recommandations stratégiques suivantes :

- **Le gouvernement du Canada devrait reconnaître le génocide ouïghour**, de manière à respecter la volonté des Canadiens, plus précisément la voix unanime de leur Parlement et de leurs représentants.
- **Le gouvernement du Canada doit agir sans plus tarder pour condamner l'utilisation par la RPC de camps de concentration**, où des millions d'innocents ouïghours, kazakhs et autres turcophones sont emprisonnés sur la base d'accusations arbitraires. Le gouvernement du Canada devrait condamner publiquement cette situation, en étroite collaboration avec ses alliés, et lancer des appels dans des forums internationaux, notamment les Nations Unies (ONU), la Cour pénale internationale et la Cour internationale de justice (CIJ). Plus précisément, les chefs des missions permanentes du Canada auprès des Nations Unies à New York et à Genève devraient continuellement soulever la question du génocide des Ouïghours. La diplomatie et la politique étrangère du Canada devraient également être axées sur cette sensibilisation, tout en demandant que les représentants du parti-État du PCC responsables de la supervision du génocide ouïghour soient tenus responsables.
- **Sécurité publique Canada devrait établir des mécanismes pour suivre la campagne d'intimidation directe, de harcèlement et de menaces répressives du PCC** visant les Ouïghours (ainsi que les Tibétains, les Hongkongais, les défenseurs de la démocratie chinoise et les pratiquants de Falun Gong) résidant au Canada, aborder ces cas, et assurer la protection adéquate des victimes. Sécurité publique Canada devrait également prendre note des cas où les membres de la famille de ces militants sont emprisonnés en guise de représailles par le gouvernement chinois.
- **Le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité au cas de Huseyin Celil**, le Canadien d'origine ouïghoure qui est injustement détenu en Chine depuis 16 ans. Les membres de sa famille ont besoin que leur père et leur mari leur reviennent.
- **Le gouvernement du Canada devrait donner suite à la recommandation de la commission parlementaire de « créer un volet exceptionnel d'immigration pour les Ouïghours et les autres réfugiés turcophones »** et faciliter leur réinstallation au Canada.
- **Le gouvernement du Canada devrait renforcer ses mécanismes de contrôle et réviser ses lignes directrices consultatives inefficaces sur les importations entrant au Canada en provenance de la région ouïghoure de Chine**, étant donné la probabilité écrasante qu'elles soient entachées par l'utilisation du travail forcé des Ouïghours. Le fardeau de la preuve doit incomber aux importateurs, qui doivent démontrer que la chaîne d'approvisionnement de



leurs marchandises est exempté du recours au travail forcé. En particulier, mais pas exclusivement, l'accent devrait être mis sur les produits chinois à base de coton, de tomates et de panneaux solaires dont on sait qu'ils proviennent du Turkestan oriental (Xinjiang), où leurs intrants sont cultivés ou fabriqués. Cette diligence raisonnable devrait également être obligatoire pour les chaînes d'approvisionnement qui incluent la production dans d'autres régions de la Chine, car il est de plus en plus évident que des Ouïghours sont transportés dans l'intérieur de la Chine pour y être exploités comme esclaves. Enfin, l'ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises¹⁴³ devrait faire preuve de diligence raisonnable en étudiant les entreprises canadiennes qui profitent des produits issus du travail forcé des Ouïghours qui entrent sur le marché canadien.

- **Le ministère de la Justice Canada, en collaboration avec le Parlement du Canada, devrait élaborer une loi complète sur la diligence raisonnable en matière de droits de la personne, assortie de mesures concrètes, afin que les entreprises canadiennes soient tenues responsables lorsque leurs chaînes d'approvisionnement enfreignent les normes internationales en matière de droits de la personne, notamment lorsqu'elles sont complices du recours au travail forcé des Ouïghours.**

¹⁴³ https://core-ombuds.canada.ca/core_ombuds-ocre_ombuds/index.aspx?lang=fra



Conclusion

Le gouvernement chinois continuera de cibler agressivement la diaspora ouïghoure en l'absence de contre-mesures concrètes de la part du Canada et d'autres gouvernements alliés. Le génocide commis par le gouvernement chinois au Turkestan oriental se reflète dans sa campagne internationale de répression des Ouïghours. Dans le cas du Canada, la petite population d'environ 2 000 Ouïghours au Canada souffre, est coupée de sa famille et terrifiée par son sort. Comme si cela ne suffisait pas, comme le montre ce rapport, ils sont également soumis à diverses formes d'intimidation, à des opérations de collecte de renseignements, à des attaques en ligne, à des restrictions des communications avec leur famille et à la menace que leurs proches soient punis et emprisonnés s'ils ne cessent pas de dénoncer les atrocités commises actuellement par la Chine. Ainsi, les conclusions du Projet de défense des droits des Ouïghours reflètent celles de précédents rapports de médias et d'organisations, qui ont également démontré que le gouvernement chinois menait une campagne de répression similaire contre les communautés de la diaspora ouïghoure d'autres pays.

Le gouvernement chinois continuera de cibler agressivement la diaspora ouïghoure en l'absence de contre-mesures concrètes de la part du Canada et d'autres gouvernements alliés.

En tant que citoyens du Canada, les Ouïghours ont des droits et méritent d'être protégés. à l'heure actuelle, cela fait cruellement défaut. Bien que les responsables de la sécurité publique aient tiré la sonnette d'alarme quant à l'ingérence de la Chine dans les affaires canadiennes, ni le gouvernement du Canada, ni la GRC ou le SCRS n'ont pu ni voulu agir concrètement pour mettre fin aux tactiques de l'État chinois au Canada, se limitant plutôt à offrir des conseils généraux, ou à simplement recueillir des témoignages sans offrir de suivi concret aux personnes en question. Il s'agit d'une réponse inadéquate à l'enjeu en question. Le Projet de défense des droits des Ouïghours exhorte le gouvernement du Canada à prendre des mesures concrètes pour aider à mettre fin à la campagne de harcèlement indue et terrifiante dont les Ouïghours du Canada continuent de faire l'objet.